

NUMÉRO 3/2013

COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ

LE MAGAZINE DE LOSCE



Aperçu général »



1 Haida Gwaii Un groupe d'îles isolées au large de la côte nord-ouest du Canada nous donne une leçon en mettant de côté les différends au sujet de la souveraineté sur ces terres par souci de les préserver. _p10

2 Allemagne L'Allemagne s'engage dans une voie nouvelle avec sa transition radicale vers l'énergie renouvelable. _ p17

3 Ergneti Ce village du Caucase accueille un mécanisme au moyen duquel les parties aux discussions internationales de Genève relatives au conflit de 2008 en Géorgie aident les populations à résoudre des problèmes pratiques. _ p26

3 Vaziani Avec l'assistance de l'OSCE, il a été procédé à la démolition de 19 missiles moldaves et de bombes à sous-munitions géorgiennes par détonation à ciel ouvert dans ce camp situé à 20 kilomètres de Tbilissi. _p30

4 Tetovo Quatre observateurs internationaux et quatre assistants linguistiques s'emploient, dans le bureau extérieur de Tetovo, qui relève de la Mission de l'OSCE à Skopje, à renforcer la confiance et à atténuer les tensions dans le voisinage. _p32

Table des matières » Numéro 3/2013

L'avenir que nous souhaitons avoir en matière d'énergie

L'énergie sert de moteur à nos industries et nous apporte du confort, mais elle est trop souvent source d'agressions et de biodégradations. La section spéciale de ce numéro examine comment l'énergie renouvelable ouvre la voie à un avenir que nous pouvons tous adopter. — 14

Communauté de sécurité
Comment bâtir une communauté de sécurité ? Les participants aux Journées de la sécurité de l'OSCE de 2013 nous fournissent quelques réponses — 4

OSCE — 7

Entretien

Cathie Burton au sujet de la création d'une culture de la communication — 8

Article principal

Du fond des mers jusqu'au sommet des montagnes. Un totem est érigé pour commémorer une entente sans précédent entre le Gouvernement canadien et la nation haïda. — 10



Section spéciale : énergie
Exploiter la mer, le soleil et le vent
Trois innovations nous montrent la voie à suivre — 12

Choisir son énergie sans mettre la paix en danger
S'approvisionner en énergie ne doit pas nécessairement être brutal — 14

Tirer des enseignements de la transition énergétique de l'Allemagne. Quatre leçons à méditer sur l'Energiewende — 17

Préserver les couleurs de la planète ; L'énergie solaire au service des femmes ; L'OSCE surveille son empreinte écologique — 20

Ce dont le monde a besoin maintenant
Nous pouvons garantir un accès universel à l'énergie et progresser sur la question du changement climatique. — 22



Société civile
Elva : « éclair » en géorgien
Mettre en place un réseau de sécurité en utilisant des SMS et un smartphone — 24

À la première personne
Une tente dans un no man's land Compte rendu personnel sur le Mécanisme de prévention et de règlement des incidents en Géorgie — 26



Jalons
Une saga de 19 missiles
Comment le dixième anniversaire de l'assistance apportée par l'OSCE en Géorgie dans le domaine de

la démilitarisation a été marqué par la destruction de missiles moldaves — 30



Sur le terrain
Mission à Skopje : une journée dans la vie de deux observateurs Un travail qui exige plus de diplomatie que de muscles — 32

Votre avis — 36

Percolations
Du thé et une prise USB ; Une passion pour le tennis ; publications récentes de l'OSCE — 38

Les avis donnés dans ces pages ont été exprimés lors des Journées de la sécurité de l'OSCE de 2013, qui se sont déroulées les 17 et 18 juin 2013 au Centre des congrès de la Hofburg à Vienne.

Consultez le site à l'adresse suivante : www.osce.org/event/securitydays2013

BUILDING

**the
Security
community**

Se tourner vers le passé présenterait une première mesure judicieuse

L'OSCE entre dans une nouvelle ère. Les schémas de la guerre froide se voient rapidement remplacés par des questions multidimensionnelles qui rendent caduques les méthodes actuelles de gestion des affaires. Créer une communauté de sécurité est un objectif louable. Mais, pour y parvenir, il nous faut d'abord comprendre la tâche qui nous attend. Une première mesure judicieuse consisterait à se tourner vers le passé et à mieux comprendre les fondations sur lesquelles s'est construite cette organisation.

Le fait que l'OSCE soit basée sur la Déclaration de Helsinki plutôt que sur un traité était très délibéré. Pour conclure un traité, il aurait fallu qu'il y ait de nombreux points communs entre les États participants. Mais, dans ces premiers temps, il n'y avait guère d'espoir de bâtir une communauté de sécurité unie. L'idée était d'amorcer le dialogue entre l'Est et l'Ouest à une époque où la situation était des plus préoccupantes. Des engagements non contraignants étaient et restent le meilleur moyen d'obtenir l'indispensable consensus.

L'Acte final de Helsinki est donc basé sur des principes pragmatiques au sujet desquels un grand nombre de pays très différents pouvaient dans une certaine mesure se mettre d'accord. L'Acte final constitue une approche intégrée très créative de la sécurité. Et, même après 1975, il n'y a

jamais eu l'idée d'une communauté unie, le débat portait sur les moyens de commercer les uns avec les autres. Quarante ans plus tard, le monde a évolué du tout au tout. Bon nombre des principes de base sont désormais pratique courante parmi les États participants. Mais, politiquement et psychologiquement, nous sommes loin d'une interprétation commune du cadre pour la sécurité en constante évolution de l'après-guerre froide. En d'autres termes, nous sommes de nouveau au stade de la définition fondamentale des objectifs et des intérêts. Les méthodes utilisées il y quarante ans doivent encore servir de base aux efforts de l'OSCE.

– John Kornblum, ancien Ambassadeur des États-Unis en Allemagne et auprès de la CSCE

Nous avons besoin d'un mandat politique précis

« Nous devons procéder à un examen lucide et impartial de la situation actuelle en matière de sécurité en Europe. Nous ne disposons pas d'un système intégré ; nous avons encore l'Est et l'Ouest. La méfiance règne ; l'OSCE n'est pas devenue une communauté de valeurs.

Je pense que nous avons échoué, car un partenariat stratégique n'a été envisagé de manière stratégique ni d'un côté ni de l'autre. Chacun s'occupait de ses propres affaires. L'OSCE n'est donc pas devenue une institution de sécurité efficace.

Elle pourrait cependant devenir une communauté de valeurs. Il y a de

nombreuses conceptions communes. Si nous voulons réformer l'OSCE et créer une véritable communauté de sécurité, nous avons besoin d'un mandat politique précis. Nous devons prendre une décision au niveau le plus élevé. Nous devons prendre l'initiative. Sans cela, rien ne se fera. »

– Igor Ivanov, Président du Conseil russe des affaires internationales, ancien ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Faire preuve de solidarité contre la pauvreté

Au Kirghizistan, la démocratie a un ennemi principal : la pauvreté. La pauvreté est également une réelle menace pour la sécurité. Nous devons sortir les gens de la pauvreté, leur fournir des emplois, les aider à trouver du travail, même à l'extérieur du pays. Sur les 992 millions d'habitants de la région de l'OSCE, 980 vivent dans des pays dans lesquels les niveaux de revenus sont plus élevés. L'OSCE réunit les pays les plus prospères du monde. Est-il impossible ou trop difficile d'ouvrir le marché du travail aux travailleurs du Kirghizistan, un pays qui compte juste 5,5 millions d'habitants, un pays qui partage des valeurs communes avec les pays de l'OSCE ?

– Roza Otunbayeva, fondatrice de l'Initiative Roza Otunbayeva, ancienne Présidente de la République kirghize

Lutter contre la confiance excessive

Nous vivons aujourd'hui dans un monde dans lequel il y a notablement moins d'armes nucléaires qu'à la fin de la guerre froide. Cependant, pour une raison inexplicquée, nous disposons encore d'importants stocks de ces armes, en particulier dans l'espace euro atlantique, qui peuvent être mises à feu en quelques minutes.

C'est purement et simplement faire preuve d'une confiance excessive que de croire que nous serons en mesure de maintenir l'équilibre que nous avons maintenu dans un monde bipolaire, où les armes nucléaires étaient sensiblement plus nombreuses, dans un monde multipolaire aux perceptions multiples des menaces.

Nous savons ce que nous devons faire : réduire le rôle de ces armes et, par conséquent, leur nombre ; améliorer notre capacité à mettre en place des régimes de non-prolifération et améliorer la sécurité des matières nucléaires.

En dépit du fait que nous savons ce que nous avons à faire, les États dotés d'armes nucléaires de ce monde prévoient de dépenser un milliard de dollars au cours des vingt prochaines années pour moderniser leurs systèmes d'armes nucléaires ou en mettre au point de nouveaux.

Dans l'espace euro-atlantique, nous détenons 90 % du stock d'armes nucléaires du monde. Sur les 14 pays dotés d'armes nucléaires, neuf sont dans cette région.

À qui incombe-t-il alors de jouer un rôle de chef de file à cet égard ?

–Des Browne, Chair of the European Leadership Network (ELN) and former UK Secretary for Defence

Une approche régionale vigoureuse

On ne peut pas dire que la sécurité d'un pays quelconque de cette région peut être considérée en faisant abstraction des pays voisins, ni de la région, ni de la situation mondiale. La sécurité est indivisible et elle devrait donc être considérée comme telle.

En même temps, la sécurité ne devrait pas être considérée dans son contexte classique, selon ce que j'appellerai l'approche répressive. Nous devons nous concentrer sur les institutions démocratiques, la santé, l'éducation, les droits de l'homme et la liberté ; nous devons considérer tout cela dans son contexte, suivre l'approche intégrée de la sécurité.

Les pays du printemps arabe sont confrontés à un certain nombre de graves problèmes. Des problématiques apparaissent – trafic de drogues, migration illégale, introduction clandestine d'êtres humains, criminalité organisée toujours plus active, vulnérabilité des frontières – qui ont des incidences directes sur la sécurité des pays de l'OSCE voisins. Si je prends la Lybie comme exemple – nous avons près de 4 000 kilomètres de frontières terrestres et environ 2 000 kilomètres de frontières maritimes – dans quelle mesure le gouvernement libyen, en tant que gouvernement de transition, est-il actuellement en mesure d'assurer la sécurité des frontières sans une assistance et un soutien vigoureux des pays concernés, qu'il s'agisse de pays voisins ou de pays du Nord de la Méditerranée ?

–Mohamed Imhammed Abdul-Aziz, Minister of Foreign Affairs of Libya

Oser s'ouvrir

« Permettez-moi de conclure par une réflexion au sujet de ce que l'UE, dont mon pays est membre, pourrait faire pour accroître le rôle de renforcement de la confiance joué par l'OSCE. Le Conseil européen a déjà annoncé qu'il traitera, en décembre de cette année, des questions de défense et de sécurité au sein de l'UE. Partons du principe que le Conseil européen présentera un certain nombre de décisions, de recommandations et de points réellement intéressants et tournés vers l'avenir.

Que se passera-t-il au lendemain de ce sommet à Bruxelles ? L'UE serait-elle en mesure de dépêcher une personne ou une délégation de haut rang à Vienne pour informer les États participants de ce qu'elle prévoit de faire en faveur de la sécurité et de la défense de l'Europe et au-delà ? Cela ne représenterait certes qu'un petit pas en avant, mais je crois que cela pourrait être un pas que d'autres seront, il faut l'espérer, enclins à franchir.

Soyons un peu plus courageux pour ce qui de notre ouverture et de la démonstration de modes de transparence qui transcendent les obligations en vigueur en vertu des traités actuels.

Je suis convaincu que le monde dans son ensemble est ouvert à ce type d'idées, qui pourraient, en fait, à mon avis, imprimer un nouvel élan et donner une toute nouvelle signification au renforcement de la confiance, y compris ici-même à l'OSCE.

–Wolfgang Ischinger, Chair of the Munich Security Conference, former German Deputy Foreign Minister

#OSCE

Lutter contre l'intolérance

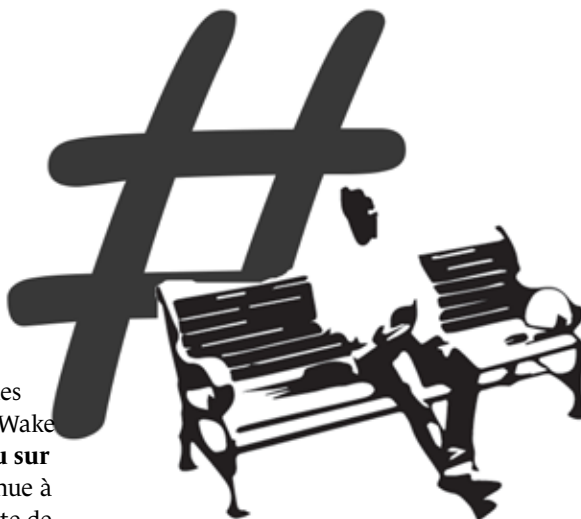
« Sous une forme ou une autre, les a priori et les préjugés existent partout », a déclaré Douglas Wake à l'ouverture de la **Conférence de haut niveau sur la tolérance et la discrimination** qui, s'est tenue à Tirana les 21 et 22 mai. « Il est sans aucun doute de notre responsabilité collective de prévenir les manifestations d'intolérance et de réagir à ces dernières. Nous devons unir nos forces pour concentrer notre attention sur le sort des victimes », a-t-il souligné.

Mettre l'accent sur la traite

« Les victimes de la traite doivent redevenir maîtres de leur vie et récupérer leur argent », a indiqué Maria Grazia Giammarinaro lors de la conférence de **L'Alliance contre la traite des personnes** qui réunit chaque année les principales organisations œuvrant dans ce domaine à l'OSCE à Vienne. La réunion de cette année était axée sur la façon dont la mondialisation créait de nouvelles inégalités et possibilités d'exploitation. Deux semaines auparavant, des représentants des États participants s'étaient rencontrés à Kiev dans le cadre d'une conférence de haut niveau de la Présidence pour étudier les moyens d'actualiser le Plan d'action de l'OSCE de 2003 en vue de faire face à de nouvelles tendances telles que la hausse de l'exploitation par le travail et du trafic d'organes.

Tracer les armes légères

Les armes légères et de petit calibre sont largement disponibles, aisément dissimulées et peu coûteuses. Tombées dans de mauvaises mains, elles sont une cause majeure de blessures et de décès. Les 23 et 24 mai, à Vienne, l'OSCE a invité des experts à débattre des moyens de tracer les armes légères illégales, notamment grâce à iARMS, l'outil d'échange d'informations récemment mis au point par INTERPOL.



Mettre fin au commerce de drogues par Internet

« L'Internet est un support dynamique et mondial. Pour empêcher efficacement les trafiquants de drogues d'étendre leur emprise, les États participants doivent coopérer davantage et plus étroitement », a déclaré le Secrétaire général de l'OSCE, Lamberto Zannier, à la **Conférence sur la prévention du commerce illicite de drogues sur l'Internet**, qui s'est tenue à Vienne le 25 juin. Des experts y ont passé en revue les nouvelles technologies pour identifier les revendeurs de drogues sur l'Internet ouvert et sur l'Internet de l'ombre et les moyens d'étoffer le réseau de spécialistes de criminalistique informatique.

Médiation

Des praticiens et des décideurs ont échangé des données d'expérience en matière de médiation à Bucarest les 15 et 16 juillet. La **Conférence sur la médiation dans l'espace de l'OSCE** a porté essentiellement sur les possibilités de renforcer encore les moyens d'action de l'Organisation en matière de soutien à la médiation, y compris dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités. « Faire participer les femmes à la médiation et aux processus de paix contribue à renforcer un accord de paix et à la mise en place d'une société post-conflit plus stable et plus sûre », a déclaré Miroslava Beham, la Conseillère principale de l'OSCE pour les questions de parité des sexes.

Résoudre les conflits

Une Journée de la sécurité organisée à Vienne le 16 septembre 2013 a eu pour thème la promotion de solutions durables aux conflits non résolus.

Cathie Burton

Cathie Burton, qui est porte-parole de l'OSCE depuis janvier 2013, répond aux questions d'Ursula Froese, la rédactrice en chef de Communauté de sécurité, sur sa vision de la création d'une culture de la communication.

Pourquoi est-il important de communiquer ?

Chacun d'entre nous communique chaque jour. Commander son café le matin, bavarder avec des collègues, rédiger un article ou mettre à jour son statut Facebook – nous ne serions pas en mesure de gérer nos besoins même les plus basiques sans exercer, d'une manière ou d'une autre, cette compétence humaine fondamentale. Sans communication, nous ne pourrions pas nous faire des amis, nous ne pourrions pas faire des affaires et nous ne pourrions certainement pas mener à bien la mission de règlement des conflits qui est celle de l'OSCE.

La communication est indispensable à toute organisation ayant une mission et un message. Nous devons porter les résultats de notre travail à l'attention d'un public très diversifié, le convaincre de l'importance de nos valeurs et l'inciter à œuvrer à nos côtés pour les concrétiser.

L'OSCE n'existerait pas si des diplomates et des responsables politiques courageux n'avaient pas pris l'engagement de briser un dangereux silence entre l'Est et l'Ouest. Ils ont mis à l'épreuve et vérifié une vérité essentielle : la confiance et la paix se construisent en dialoguant les uns avec les autres. Grâce à une façon unique de travailler en recherchant le consensus politique, l'OSCE vit et prospère par la volonté des États de débattre de problèmes communs et de se rapprocher ensemble d'un but commun.

À un niveau plus général, l'OSCE a des choses à dire et ce sont des choses que le monde voudrait entendre. Ayant discuté avec des gens de nombreux horizons différents – étudiants et professeurs, membres de groupes de jeunes, militants, collègues d'autres organisations internationales, représentants de gouvernements et responsables politiques – il est très clair pour moi qu'il y a une faim de savoir ce que fait l'OSCE et pourquoi.



Le public est là et il est de notre responsabilité de lui fournir les informations qu'il souhaite obtenir, sous la forme voulue. Nous pouvons le faire en exploitant la puissance des nouvelles techniques de communication, en parlant la même langue que lui au sens propre comme au sens figuré et en lui fournissant les éléments d'information dont il a besoin pour comprendre les événements au premier plan de l'actualité.

Cela n'est pas une tâche aisée – la région est vaste et diversifiée, avec des langues, des cultures et un passé différents. Les messages les plus importants peuvent être aisément perdus et c'est la raison pour laquelle il est important de comprendre comment les formuler afin qu'ils puissent être lus et compris.

Quelles possibilités les nouveaux médias sociaux offrent-ils à l'OSCE en tant qu'organisation qui se consacre au renforcement de la confiance par le dialogue ?

Les changements dans ce domaine interviennent à un rythme effréné. La communication en ligne a modifié la donne – les nouvelles sont diffusées 24 heures sur 24 et sept jours sur sept, le temps d'attention est bref et la vidéo supplante progressivement le texte. Les jours du communiqué de presse standard sont comptés – les journalistes se tournent de plus en plus vers Twitter ou d'autres sites en ligne similaires pour se tenir au courant des événements les plus récents et passent beaucoup de temps à vérifier l'exactitude des informations glanées sur la toile.

Certains des acteurs de la politique internationale ont adopté les médias sociaux avec enthousiasme tandis que d'autres demeurent sceptiques. D'après le rapport sur la Twiplomatie établi par l'entreprise de relations publiques Burson-Marsteller sur l'utilisation de Twitter par les dirigeants mondiaux, Carl Bildt est le plus connecté d'entre eux et presque tous les gouvernements européens ont désormais recours d'une manière ou d'une autre à ce canal de micro-blogging.

Le fil Twitter de l'OSCE compte aujourd'hui plus de 21 000 abonnés et leur nombre augmente quotidiennement. Il s'agit d'un excellent moyen d'envoyer des messages rapidement et de suivre de près les thèmes et les communautés qui pourraient présenter un intérêt dans différents domaines de notre action.

Il importe cependant de comprendre que Twitter et d'autres plateformes en ligne ne sont que des éléments commodes de la boîte à outils de communication. La clé du succès réside dans leur choix avec soin en fonction des circonstances – et cela implique de planifier les choses longtemps à l'avance et de bien réfléchir au message, à ses destinataires et à la façon dont il devrait les atteindre.

L'OSCE est une enceinte de négociations informelles sur des questions particulièrement sensibles entre 57 États. Comment pouvons-nous, dans notre communication publique, favoriser et promouvoir ce processus de compréhension ?

La plupart des journalistes sont parfaitement conscients de la nécessité de débattre de questions sensibles à l'abri des regards du public ; ils ont simplement besoin de savoir que l'information leur sera communiquée en temps opportun. C'est ici qu'une relation de confiance entre les médias et l'Organisation trouve sa justification – il n'y a pas de meilleur moyen de travailler avec des journalistes que de faire personnellement leur connaissance et de les traiter avec honnêteté et respect.

« Chacun d'entre nous est un ambassadeur de la communication. »

Si nous laissons le silence devenir une habitude, nous mettons un frein à nos chances de mener à bien notre mission. Des études que nous avons effectuées récemment ont montré que tant les journalistes que le grand public n'ont pas le contexte nécessaire pour comprendre ce que nous faisons. Nous devons les y aider en leur fournissant des informations plus complètes, en leur donnant l'historique d'une question particulière ou en organisant à leur intention des entretiens avec des experts. La communication doit être conçue pour toucher un certain nombre d'audiences différentes – diplomates et responsables politiques qui ont besoin de détails pour prendre des décisions au jour le jour, chercheurs et universitaires en quête d'obscurs éléments d'information et grand public qui souhaite en apprendre davantage sur nos projets les plus intéressants et efficaces.

Quelles mesures pouvons-nous prendre pour installer une culture de la communication à l'OSCE ?

Cette année verra la mise en œuvre d'une approche modernisée de la communication dans toute l'OSCE. D'ici la fin de l'automne le site Web changera de présentation à l'issue d'un long processus d'analyse pour déterminer exactement ce qui fonctionnera le mieux pour les différentes communautés. Les visiteurs auront la possibilité de mettre en commun des informations sur Twitter, Facebook et d'autres plateformes et d'accéder à du contenu grâce à leurs téléphones mobiles et à leurs tablettes. Ils peuvent s'associer au débat dans notre magazine en formulant des observations sur les questions de sécurité qui leur importent.

En même temps, les nouvelles technologies nous rapprocheront des collègues qui travaillent dans des bureaux situés en dehors de Vienne, nous permettant de repérer les meilleurs sujets et de se préparer bien à l'avance. Cela donnera nettement plus de visibilité à l'OSCE et permettra de renouveler l'enthousiasme du personnel et des délégations à faire connaître leurs réalisations. Chacun d'entre nous est un ambassadeur de la communication et, avec une bonne planification prospective, de la créativité et les méthodes appropriées, nous pouvons tous participer au processus consistant à faire connaître l'utilité et la mission de l'OCE à une audience mondiale.



Du fond des mers jusqu'au sommet des montagnes

Il y a deux décennies, le Gouvernement canadien et la nation haïda ont mis de côté leurs divergences concernant la propriété de la partie sud des îles Haïda Gwaii (îles de la Reine Charlotte), un archipel écologiquement fragile d'îles recouvertes de forêts pluviales au large de la côte nord-ouest du Canada, pour coopérer à sa protection.

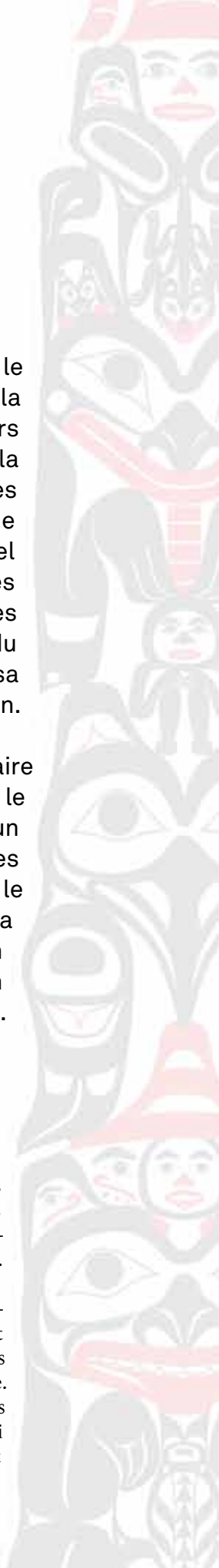
Le succès de l'Entente exemplaire sur Gwaii Haanas a été célébré le 15 août 2013 par l'érection d'un totem haut de près de 12 mètres à Hik'hay GawGa (Windy Bay), le premier à être érigé dans la région depuis 130 ans. Jaalen Edenshaw, le sculpteur, nous en relate l'histoire.

Quelle a été la genèse de l'Entente sur Gwaii Haanas ?

L'entente a résulté d'événements qui se sont produits il y a près de 30 ans lorsque des bûcherons ont commencé à procéder à des coupes à blanc à Gwaii Haanas, parfois au-dessus même des ruisseaux à saumons.

Dans les années 1980, des haïdas et des non-haïdas ont décidé qu'ils devaient physiquement faire cesser l'abattage des arbres. Ils ont formé une barrière humaine.

Personne ne l'avait jamais fait dans ces contrées et ils ne savaient donc pas à quoi s'attendre. Une centaine de personnes y ont participé, toute la communauté y est allée de sa contribution, argent, vivres ou poisson. Mais cela a marché et l'abattage fut arrêté.



« Gam hlaamguulaay unhl wiidang.» ce qui veut dire « Ne travaillez pas trop vite » en haïda.

—Jaalen Edenshaw

Le Canada suggéra de faire de Gawaii Haanas un parc national, mais cela aurait signifié ne plus pouvoir pêcher ou chasser ou pratiquer nos activités habituelles et, en substance, être dépossédés de nos terres. Nous avons donc dit non et entamé des négociations. Le résultat en a été l'Entente sur Gawaii Haanas.

Sur la première page, dans la colonne de gauche, il est dit : « La nation haïda voit l'archipel comme une terre haïda (...). Du côté droit de la page figure l'explication du Canada : « Le gouvernement du Canada considère que l'archipel est une terre de la Couronne assujettie à certains droits ou intérêts privés ainsi qu'à la souveraineté de Sa Majesté la Reine (...). » Dans les paragraphes suivants, les deux parties décident en substance de ne pas se mettre d'accord sur la question du droit de propriété, mais conviennent de coopérer en matière de protection.

Je crois qu'il s'agit là de la seule entente de ce type, en tout cas au Canada, et peut-être dans le monde. Tout ce qui est fait sur cette terre doit être approuvé par le Canada et la nation haïda.

Que symbolisent les figures sur le totem ?

L'aigle au sommet du totem et le chabot à sa base représentent l'accord de protéger Gawaii Haanas du fond des mers jusqu'au sommet des montagnes. Le groupe des cinq personnages représentent le blocus.

Les trois gardiens à proximité du sommet du totem font allusion à quelque chose qui a été instauré au début des années 1970. Des gens extérieurs à l'île allaient dans les vieux villages et dérobaient des parties de totems et d'autres vestiges. Le fait de posséder cette terre impliquait également l'obligation de l'occuper et d'en prendre soin. Nous



avons donc mis en place le programme des gardiens. Des haïdas sont payés pour rester dans les villages pendant les mois d'été ; ils s'entretiennent avec les visiteurs, les invitent sur le site et veillent à ce qu'ils fassent preuve de respect sur notre territoire.

En fait, les gardiens au sommet des totems sont une vieille tradition. Selon une légende, deux guerriers haïda avaient pris l'habitude de se poster dans les arbres et de guetter l'ennemi. Ils communiquaient entre eux en imitant le corbeau. Fondamentalement, il s'agit toujours du même travail. Ils veillent sur nos villages.

Quels sont les liens entre votre totem et la tradition ?

À l'origine, de 10 à 40 000 haïdas vivaient sur l'île, probablement dans de 20 à 30 villages. Après une épidémie de varicelle, leur nombre est descendu à 500 personnes. Des missionnaires venaient sur place et encourageaient les habitants à couper les totems. Les gens ne se sont remis à sculpter qu'il y a une quarantaine d'années, à peu près au moment où notre peuple a commencé à se battre politiquement contre le Canada au sujet du conflit foncier.

Lorsque vous êtes invités à l'érection d'un totem, on vous en raconte l'histoire et, à la fin, on vous offre un cadeau, une rétribution. À charge pour vous de vous souvenir. Pour les 100 prochaines années environ, jusqu'à ce que le totem retourne à la terre, on se souviendra de son histoire. Une fois retourné à la terre, il laisse de la place pour d'autres histoires.

Ce totem célèbre le fait que l'entente de Gawaii Haanas ait pu être conclue. Il n'existe aucun précédent en la matière. Il s'agit d'un des territoires les mieux gérés de la région.

La rédactrice en chef de Communauté de sécurité, Ursula Froese, s'est entretenue avec Jaalen Edenshaw le 29 août 2013

Photos : reproduction autorisée par Parcs Canada

Exploiter la mer, le soleil et le vent

Énergie marémotrice

En 1994, l'ingénieur anglais, Peter Fraenkel, a fixé une petite turbine sous son catamaran en acier naviguant dans le loch Linnhe en Écosse. La première turbine marémotrice au monde était née. Elle générait une puissance de 15 kilowatts, soit suffisamment pour amener à ébullition sept bouilloires d'eau, confirmant son intuition qu'il était possible de produire de l'énergie à partir des marées.

En coopération avec son partenaire Martin Wright, M. Fraenkel est passé à la production commerciale d'énergie marémotrice. Le turbogénérateur Sea Gen qu'ils ont installé à Strangford Lough, en Irlande du Nord, en 2008 est une centrale accréditée, désormais propriété de Siemens, qui avait, jusqu'en août de cette année, produit plus de 8 000 mégawatts par heure alimentant le réseau britannique.

Contrairement à l'énergie produite par les vagues provenant du mouvement incessant à la surface des océans, l'énergie marémotrice est liée à des sites spécifiques : elle se produit aux alentours de baies, où l'eau est canalisée à travers un étroit chenal. Le Royaume-Uni est bien placé pour exploiter l'énergie marémotrice.

Une turbine marémotrice est comparable à une éolienne inversée et plongée en mer. Sauf que l'eau qui passe à travers les hélices est 830 fois plus dense que l'air. L'un des principaux défis consiste à installer la machinerie nécessaire dans ces zones à fortes marées.

Un autre défi consiste à obtenir les autorisations nécessaires. À Strangford Lough, les services chargés de la réglementation étaient inquiets au sujet des phoques gris. Le consensus est que les phoques ne sont pas en danger, car ils ne s'approchent pas des rotors de turbine lorsque la marée est forte.

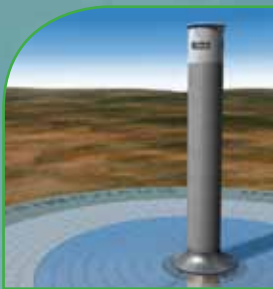


Photos à gauche et ci-contre : essais de la première turbine marémotrice mise au point par Peter Fraenkel, Loch Linnhe (Écosse), 1994/5 (photos mises à disposition par Peter Fraenkel) ; photos en haut à droite et au centre : le turbogénérateur SeaGen à StrangfordLough (photos mises à disposition par Marine Current Turbine, une entreprise de Siemens)

Stephanie Merry, Directrice de Focus Offshore Limited, un bureau d'ingénieurs-conseils spécialisé dans l'énergie des vagues et l'énergie marémotrice, a aimablement fourni des informations pour la rédaction de cet article.

Air chaud ascendant

Une centrale thermique solaire à tour est une cheminée géante qui génère de l'électricité en utilisant l'énergie du soleil. Les rayons du soleil réchauffent l'air sous une vaste verrière comparable à une serre entourant la base de la tour. L'air chaud monte et, ici, il ne peut que monter à l'intérieur de la tour. Cet air



© EnviroMission Limited

ascendant fait tourner des turbines placées à l'intérieur de la cheminée pour produire de l'électricité.

Plus la tour est élevée et large et plus l'air est

chaud, plus on produit de l'énergie. Le sol absorbant une bonne partie de la chaleur, la production d'électricité se poursuit pendant la nuit. À mesure que la température de l'air ambiant diminue, le sol libère la chaleur qu'il a emmagasinée et l'air poursuit son ascension.

La technologie de la tour solaire a été testée et a fait ses preuves à Manzanares, en Espagne, où une petite centrale pilote a généré 50 kilowatts entre 1982 et 1989.

La société australienne EnviroMission a développé la première grande tour solaire devant générer 200 mégawatts, qu'elle prévoit d'ériger en Arizona (États-Unis). Cette tour sera haute d'environ 800 mètres, soit près de deux fois la hauteur de l'Empire State Building, ce qui en fera la deuxième structure bâtie par l'homme la plus haute du monde. L'Arizona a adopté une loi en vertu de laquelle les services publics d'électricité réglementés doivent, d'ici 2025, générer 15 % de leur énergie à partir de ressources renouvelables.

Faire du froid avec de la chaleur

L'énergie solaire devient un choix de prédilection pour refroidir nos logements. Fin 2012, selon les estimations, 1 000 systèmes de refroidissement solaires avaient été installés dans le monde, dont 80 % en Europe, essentiellement en Allemagne, en Espagne et en Italie. Ce marché croît rapidement.

Recourir à l'énergie solaire pour refroidir un bâtiment est très économique en énergie. Cela en fait une option intéressante pour le monde développé, dans lequel les besoins en énergie des bâtiments représentent plus de 40 % de la consommation totale d'énergie. Les systèmes de climatisation à énergie solaire sont respectueux de l'environnement ; la plupart d'entre eux utilisent comme réfrigérants des liquides non dangereux.

Un système, mis au point à l'Université de La Rochelle, en France, utilise uniquement de l'eau. L'air extérieur est d'abord séché à l'aide d'un déshydratant, puis refroidi dans un refroidisseur à évaporation. Le système fonctionne à l'énergie solaire qui réchauffe l'air à sa sortie du bâtiment. L'électricité du réseau n'est nécessaire que pour faire tourner les ventilateurs.

Le refroidissement par déshydratation peut réduire de près de moitié la consommation d'énergie. Mais il a également ses limites. Les besoins en refroidissement doivent être restreints ; à défaut, trop d'électricité est nécessaire pour alimenter les ventilateurs. Dans les climats chauds et humides, ce type de système de refroidissement doit être complété par un refroidissement conventionnel.

Mais dans les climats modérés, où l'humidité extérieure absolue ne dépasse pas les 14 à 15 g/kg et la température n'excède pas les 34°C, la climatisation solaire par dessiccation peut représenter un moyen intéressant de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Paul Bourdoukan, de SORANE SA, anciennement de l'Université de La Rochelle, a aimablement fourni des informations pour la rédaction de cet article.

Choisir son énergie sans mettre la paix en danger

Hélène Connor

La plupart des pays développés restructurent actuellement de fond en comble leurs politiques énergétiques dans le but de stabiliser le changement climatique et les transitions nécessaires auront vraisemblablement des répercussions importantes sur leurs économies et au-delà. À titre d'exemple, le Parlement européen a adopté, en décembre 2008, un paquet intégré de mesures de l'UE dans le domaine de l'énergie et du changement climatique qui fixe des objectifs à atteindre d'ici 2020 dans les politiques énergétiques européennes pour ce qui est de la réduction des émissions de carbone, d'améliorations en matière d'efficacité énergétique et de la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Plusieurs pays prévoient d'aller plus loin que les 20 % convenus. S'ils y parviennent, ils obtiendront involontairement plus que leur mise de départ : de meilleures politiques énergétiques, mais aussi un engagement durable en faveur d'un monde dans lequel il y aurait moins de conflits liés aux ressources, en particulier en rapport avec l'énergie. Ils pourraient également contribuer à la paix mondiale ; quel bonus !

« L'énergie renouvelable peut être une énergie pour tous, car elle n'appartient à personne. »

Bien trop souvent, la quête d'énergie a été associée à l'appropriation de terres, à des assassinats, des enlèvements et autres actes de violence en vue d'accéder à des ressources en énergie fossile. Nombre des conflits récurrents au Moyen-Orient sont liés directement ou indirectement à la possession de terres riches en pétrole et les coûts en vies humaines et sur le plan financier sont énormes. Ces coûts n'ont jamais été pris en compte dans le prix que les utilisateurs paient pour leur énergie – une omission qui renforce les distorsions que le marché de l'énergie connaît déjà, sous la forme de diverses subventions par exemple, et favorise une surutilisation de l'énergie. Mais ils sont pris en compte autrement. D'une manière ou d'une autre, la société en paie le prix, perpétuant ainsi souvent un cycle sans fin de pauvreté. Se procurer de l'énergie ne doit pas nécessairement être aussi brutal. Soyons donc raisonnables et attaquons nous de front à ce problème.

L'énergie est un outil stratégique et non une fin en soi. Ce n'est pas la quantité d'énergie qui compte, mais son efficacité à rendre des services. Les services énergétiques sont très divers et visent à améliorer le bien-être humain. Celui-ci, lorsqu'il est mesuré non pas en termes de produit national brut (PNB), un indicateur traditionnel et inadéquat, mais en recourant à l'indicateur de progrès réel (IPR), qui tient compte des facteurs sociaux et des coûts environnementaux, était à son apogée autour de 1978 et n'a cessé de décliner depuis. D'après une étude réalisée récemment, l'année au cours de laquelle cet indicateur était au plus haut était également celle où, coïncidence, notre empreinte écologique a commencé à outrepasser nos ressources.

Ces 30 dernières années, nous avons simultanément accru notre consommation d'énergie et notre dette écologique. Les coûts financiers et autres se reflètent dans l'état actuel de l'environnement et de l'économie. Les guerres de ressources et autres luttes de pouvoir continuent sans relâche dans plusieurs régions du monde. Malgré les catastrophes provoquées, certains veulent avoir accès à encore plus de ressources en énergie et sont prêts à tuer pour ce faire, libérant les démons du terrorisme dans leur sillage.

Au fil des années, cependant, nous nous sommes rendus compte que nos activités et notre bien-être étaient restreints non pas tant par un manque de ressources énergétiques, mais plutôt par l'impact de ces activités, en particulier celles du secteur de l'énergie.

La nécessité d'assurer la sécurité énergétique a été,

jusqu'à présent, interprétée à tort par de nombreux analystes comme synonyme d'augmentation de l'offre à tout prix. Mais la solution n'est pas de s'emparer de plus de ressources. Au contraire, une telle approche augmente les risques inacceptables à des coûts incalculables. Qui plus est, elle est contraire à l'éthique quand on sait que ce sont souvent des entreprises étrangères qui exploitent les ressources énergétiques dans des pays dont la population n'a pas été consultée et n'est peut-être même pas au courant de ce qui se passe.

Disposer de davantage d'énergie n'est pas la solution pour encourager le progrès ou améliorer le bien-être de l'humanité. Même dans les pays moins industrialisés, la situation ne peut être évaluée qu'au cas par cas. C'est la qualité qui compte, pas la quantité. Des études effectuées par l'Agence internationale de l'énergie et par d'autres montrent que l'on peut vivre tout aussi bien en consommant nettement moins d'énergie. Lentement mais sûrement, nous devons abandonner les sources d'énergie telles que les combustibles fossiles et les réacteurs nucléaires qui endommagent de manière irréversible l'environnement ou la santé et le patrimoine génétique de l'humanité. Comme l'a souligné Amory Lovins dans son ouvrage novateur *Soft Energy Paths*, « curieusement, une décision héroïque ne semble pas nécessaire dans ce cas, car le système énergétique qui paraît socialement le plus attrayant est aussi moins coûteux et plus facile. »

C'est donc l'esprit dégagé que nous pouvons nous tourner vers des sources d'énergie renouvelables telles que le souffle du vent, le va et vient des marées et les cultures qui sont disponibles partout dans le monde et que nous redécouvrons. Ces sources d'énergie sont toutes accessibles et, comme elles dépendent pour la plupart directement ou indirectement du soleil, elles sont inépuisables. Il nous faut seulement faire preuve d'intelligence pour les exploiter et les utiliser efficacement. Ces énergies peuvent toutes être recueillies par des moyens pacifiques et elles sont toutes en mesure d'offrir toute la gamme des services nécessaires, même si elles doivent être stockées ou transportées.

Les technologies des énergies renouvelables s'améliorent jour après jour : elles peuvent générer des températures basses, moyennes et élevées, de l'électricité et du combustible pour la mobilité. Les technologies vertes sont en pointe partout, même dans les pays producteurs de pétrole. Les électriciens installent des réseaux de distribution d'électricité intelligents, les architectes conçoivent des bâtiments intelligents. Des villes intelligentes surgissent de terre sur tous les continents, dirigées par des maires intelligents, et de

nouvelles entreprises voient le jour, créant des emplois en abondance. Produire de l'énergie de manière décentralisée permet de rester plus proche du lieu de consommation, économisant ainsi l'énergie gaspillée lors du transport.

L'investissement est mieux rentabilisé et la résilience physique qui est si nécessaire pour se protéger contre le risque de panne générale d'électricité face au nombre croissant d'événements climatiques extrêmes est assurée. Maintenant qu'une dynamique a été créée, une action politique avisée s'impose.

L'énergie renouvelable – dans le cadre strict défini par les lois de la nature – nous donne une liberté. Le nouvel « énergéticien » doit être avisé et avoir une compréhension du monde qui aille au-delà de la mécanique. Il a affaire à des entités vivantes et œuvre en faveur d'êtres humains. Cela peut s'avérer plus complexe que de creuser le sol à la recherche de cailloux noirs ou d'en extraire des matières liquides. Ces substances souterraines ont sans nul doute promu une partie de l'humanité dans un monde matériel des plus confortables, mais ces avantages auraient dû être partagés. L'énergie renouvelable peut être une énergie pour tous, car elle n'appartient à personne.

Notre monde est en transition vers une humanité plus partageuse. Tous les pays ou presque ont intégré cette idée dans leur vision politique, signe que notre énergie mentale s'habitue à nous inspirer une nouvelle manière de penser en nous réorientant vers une utilisation plus avisée et intelligente de l'énergie et des autres ressources, ce que certains appellent la théorie Gaïa ou la noosphère.

La tendance vers les énergies renouvelables gagne aujourd'hui du terrain et un sentiment d'autodétermination a commencé à rajeunir les citoyens actifs qui sont désormais en mesure de prendre des décisions concernant leur approvisionnement en énergie, leur empreinte et leur influence sur le monde. Il n'est pas nécessaire d'attendre 2030 ou 2020 : c'est aujourd'hui que ça se passe. Arrêtons la recherche agressive de combustibles fossiles pour nous tourner vers l'énergie présente tout près de chez soi, que nous pouvons consommer sans nuire à autrui. Grâce à l'abondance de ressources renouvelables éternelles,

il s'agit là d'une nouvelle tendance à long terme, d'un mouvement « Oui dans mon jardin » en devenir, selon lequel nos systèmes énergétiques peuvent enfin avoir des retombées au niveau local et promouvoir la paix sans frontières.

Hélène Connor-Lajambe, ancienne administratrice de l'OCDE, est la fondatrice et présidente honoraire de HELIO International. Créé en 1997, HELIO est un réseau mondial d'experts reconnus dans le monde de l'énergie qui ont pour objectif d'identifier, d'évaluer, de mesurer et de présenter la contribution des systèmes et politiques énergétiques à l'écodéveloppement. Consultez le site : www.helio-international.org



Pour en savoir plus !

HELIO International, *TIPEE: Politique énergétique et écodéveloppement* (2012) www.helio-international.org/ManualFinal.pdf

Manuel en français expliquant l'approche de l'écodéveloppement respectueuse des ressources en énergie

Ida Kubiszewski, Robert Costanza et al, « Beyond GDP: Measuring and achieving global genuine progress », article paru dans *Ecological Economics* 93, 2013.

Il ressort de cet article que l'indicateur de progrès réel (IPR) était au plus haut au moment même où l'empreinte écologique mondiale par habitant dépassait la biocapacité mondiale par habitant.

Amory Lovins, *Soft Energy Paths: Towards a Durable Peace* (Penguin Books, 1977).

L'auteur a été l'un des premiers à prôner le passage à l'énergie renouvelable.

« Les énergies renouvelables réparties permettent d'économiser de l'argent, d'éviter la volatilité des prix et les incertitudes liées à l'approvisionnement en combustibles, ainsi que de prévenir les émissions de carbone. Mais leur avantage stratégique et commercial unique réside dans le fait qu'elles permettent, à condition d'être déployées de manière appropriée dans un système largement décentralisé, une architecture réseau résiliente (on parle aussi souvent de « micro réseaux interconnectés isolables ») qui rend les pannes générales d'électricité improbables par conception. Cette approche, qui a déjà été adoptée par le Pentagone, permettrait aux systèmes vitaux d'alimentation de résister aux ouragans, aux orages solaires, aux attaques physiques, cyberattaques et autres risques. Depuis l'ouragan Sandy, la demande pour ce type de résilience commence à devenir un important moteur du marché. »

– Amory Lovins, « Amory's Angles: three major energy trends to watch », article paru dans *Solutions Journal*, le magazine en ligne du Rocky Mountain Institute.

Tirer des enseignements de la transition énergétique de l'Allemagne

Christoph Senz

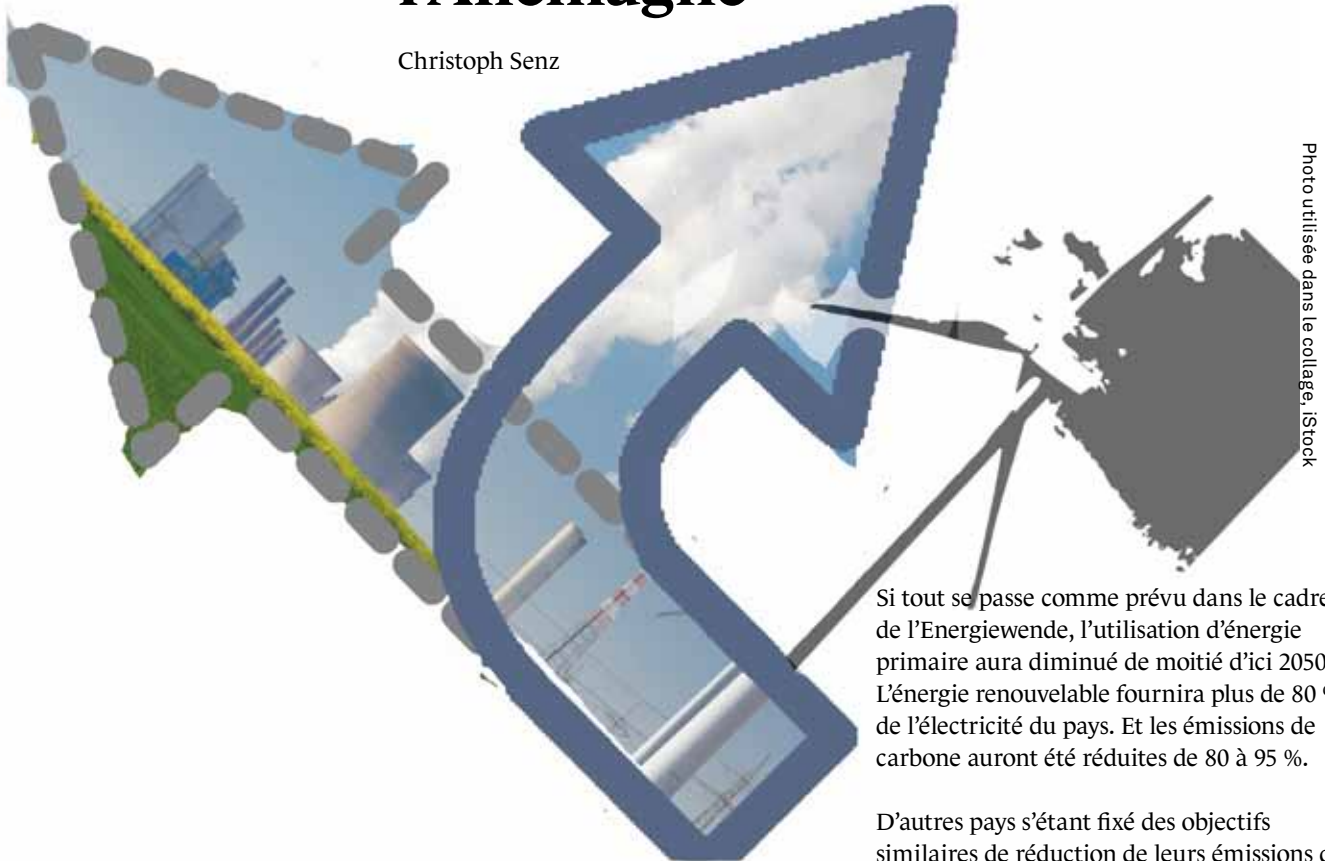


Photo utilisée dans le collage, iStock

La transition énergétique qui est actuellement en cours en Allemagne a pour but de permettre à la plus importante économie industrielle d'Europe d'être alimentée presque exclusivement par des énergies renouvelables dans les quatre décennies à venir.

Si tout se passe comme prévu dans le cadre de l'Energiewende, l'utilisation d'énergie primaire aura diminué de moitié d'ici 2050. L'énergie renouvelable fournira plus de 80 % de l'électricité du pays. Et les émissions de carbone auront été réduites de 80 à 95 %.

D'autres pays s'étant fixé des objectifs similaires de réduction de leurs émissions de carbone, dont le Royaume-Uni par exemple, misent sur l'énergie nucléaire et le captage du carbone parallèlement aux énergies renouvelables. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne, où la catastrophe de la centrale de Fukushima en 2011 a accéléré la décision politique de fermer toutes les centrales nucléaires d'ici 2022.

Les progrès accomplis jusqu'à présent ont été conformes aux ambitions exprimées. Un quart de l'électricité du pays provient de sources telles que le soleil et le vent.

Quels enseignements les autres pays soucieux de réduire leur empreinte carbone et leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles peuvent-ils tirer de l'expérience allemande ?

Penser en mégawatts plutôt qu'en mégawatts/heure

Pour la plupart des gens, l'électricité vient tout simplement de la prise. Or, dans notre vie quotidienne, nous ne pensons pas au fait que l'offre et la demande doivent être équilibrées chaque seconde et qu'il est techniquement quasiment impossible de stocker de grandes quantités d'électricité. En fait, tout changement imprévu au niveau du réseau de transmission peut provoquer de graves problèmes allant jusqu'à la panne générale d'électricité.

Dans les centrales alimentées par des combustibles fossiles, les ingénieurs faisaient face à ce problème en prévoyant soigneusement la demande et en planifiant la production en conséquence. L'énergie que le soleil ou le vent fournissent par intermittence rend les choses beaucoup plus complexes. Le soleil et le vent ne sont pas gérables à volonté.

Avec l'utilisation croissante des énergies renouvelables, le réseau électrique connaît une évolution paradigmatique dans laquelle les prévisions de la demande et la production planifiée laissent la place à des prévisions de production et à une demande planifiée. Il est probable que l'on produise davantage d'énergie solaire aux alentours de midi, par exemple. Les industries doivent par conséquent être encouragées à augmenter leur demande à la mi-journée par des mesures d'encouragement telles que des tarifs d'électricité plus bas.

Une publicité pour l'énergie éolienne se lira le plus souvent comme suit : « Cette éolienne produit de l'électricité pour 5 000 ménages. ». C'est peut-être vrai en termes d'énergie totale produite sur une année. Mais, en réalité, à elle seule, cette éolienne n'est pas même en mesure d'approvisionner une seule habitation en électricité. En effet, il y aura toujours des périodes au cours desquelles le vent ne souffle pas. Ce qui compte, ce n'est pas la quantité d'énergie produite, mesurée en mégawatts/heure, mais le rythme à laquelle elle est produite, mesuré en mégawatts.

L'électricité produite à un moment donné est-elle nécessaire à ce moment ? C'est là la question qu'il convient de se poser. Et qui garantit les capacités nécessaires lorsque le vent ne souffle pas ou que le soleil ne brille pas ? Une analyse des données issues du réseau électrique allemand montre que ces périodes peuvent durer jusqu'à deux semaines. Malheureusement, ces situations se produisent généralement en hiver lorsque la demande d'énergie est

particulièrement élevée. Pendant ces périodes, les centrales alimentées par des combustibles fossiles doivent fonctionner presque à pleine capacité pour compenser. Mais, comme les énergies renouvelables prennent une importance croissante sur le marché de l'énergie, il devient de moins en moins rentable de les garder en service.

On a été sensibilisé à cet aspect en début d'année lorsque la centrale électrique au gaz la plus efficace d'Europe, située à Irsching, dans le sud de l'Allemagne, a failli fermer ses portes du fait d'une réduction de moitié de ses heures de fonctionnement ces quatre dernières années. Cette centrale étant indispensable pour assurer la stabilité du réseau, l'opérateur du système de transmission d'électricité a accepté de contribuer aux dépenses de fonctionnement, un coût qui est répercuté sur les consommateurs au travers des frais de réseau.

Les sources d'énergie renouvelables modifient fondamentalement la structure du marché de l'énergie. Souplesse et capacité deviennent les principaux moteurs de la valeur. Lorsque les énergies renouvelables atteindront une part de marché de près de 30 %, il faudra probablement adopter une nouvelle structure de marché, dans laquelle les acheteurs paieront non seulement pour la fourniture d'électricité, mais aussi pour la mise en place de capacités. Les solutions envisageables, dont les marchés de capacités, dans le cadre desquels des certificats de capacités sont achetés et vendus, font actuellement l'objet d'un intense débat en Allemagne.

S'organiser à l'avance pour l'interconnectivité et le stockage

Quel est le meilleur moyen de faire preuve de la souplesse et de disposer des capacités nécessaires ? L'une des solutions consiste à stabiliser le réseau en coopérant avec les pays limitrophes. À mesure que le recours aux énergies renouvelables augmentera, il y aura des périodes au cours desquelles l'Allemagne produira plus d'énergie solaire et éolienne que celle dont elle a besoin. Cet excédent pourrait être exporté, par exemple, pour répondre à la demande en Scandinavie. Les pays scandinaves, en retour, pourraient utiliser leurs centrales hydroélectriques de stockage par pompage pour réexporter l'électricité en Allemagne en cas de besoin.

Mettre en place des interconnexions entre les pays demande cependant du temps et coûte des milliards, en particulier s'il faut traverser la mer. Celle qui est

actuellement en construction entre l'Allemagne et la Norvège, d'une capacité de 1 400 mégawatts, ne sera pas terminée avant 2018.

Pour la prochaine décennie au moins, cette souplesse devra être maintenue en recourant aux technologies existantes : maintien en service des centrales à combustibles fossiles qui peuvent être opérationnelles rapidement, adoption de mesures pour encourager certaines industries à concentrer leur consommation d'énergie aux périodes où celle-ci est disponible en abondance et utilisation des nombreuses centrales qui, en Allemagne, produisant à la fois de l'électricité et de la chaleur pour alimenter le réseau aux heures de pointe.

Il est peu probable que le stockage de l'énergie renouvelable, à l'exception de l'hydroélectricité, se généralise à brève échéance, car les technologies en la matière se trouvent encore à un stade embryonnaire. Mais elles seront nécessaires à l'avenir, lorsque la part de l'énergie renouvelable dans la production d'énergie approchera les 70 %. L'Allemagne investit donc dans des technologies telles que la transformation de l'électricité en gaz, un processus qui utilise l'énergie renouvelable excédentaire pour produire, à partir de l'eau et du dioxyde de carbone, du méthane qui est stocké en vue d'une utilisation future.

Éviter un processus entièrement décentralisé

La transition vers l'énergie renouvelable demandera un investissement moindre si le gouvernement prévoit non seulement un agenda politique, mais aussi un plan d'action détaillé présentant les objectifs à atteindre, les technologies employées et les sites envisagés.

En Allemagne, la production d'énergie à partir de sources renouvelables est actuellement promue au moyen du système des tarifs fixes de rachat qui, en fonction de l'emplacement et de la technologie utilisée, peuvent laisser espérer des rendements de six à dix pour cent par an. C'est l'un des principaux moteurs de l'extension massive des énergies renouvelables dans le pays. Le désavantage de cette stratégie réside dans le manque de contrôle concernant la capacité installée, les technologies utilisées et les emplacements retenus.

Des ventes aux enchères organisées par le Gouvernement représenteraient l'un des moyens d'exercer un plus grand contrôle. Sur la base d'une analyse du réseau électrique, de la demande et de la production conventionnelle dans une région donnée, les investisseurs pourraient faire offre pour l'installation de, mettons, 200 mégawatts de capacité éolienne. L'enchérisseur qui se satisfait du plus faible retour sur

investissement remporterait les enchères. Cette solution permettrait non seulement un plus grand contrôle politique, mais réduirait également l'investissement nécessaire dans le réseau électrique.

Rien n'est gratuit

Actuellement, en Allemagne, de nombreuses industries gourmandes en énergie sont exemptées de l'écotaxe, les consommateurs privés et commerciaux payant plus qu'ils ne le feraient dans le cas contraire. C'est la raison pour laquelle beaucoup de voix s'élèvent actuellement pour que le secteur industriel paie une quote-part plus importante.

Augmenter les coûts de production pour l'industrie pourrait cependant constituer une stratégie risquée pour un pays dont l'économie est orientée vers la production industrielle et les exportations. La production de gaz de schiste à grande échelle et la baisse des prix de l'énergie aux États-Unis ont intensifié ce débat. La Fédération des industries allemandes s'est récemment inquiétée de ce que les entreprises allemandes souffraient déjà des prix élevés de l'énergie et pourraient perdre leur compétitivité si les tendances actuelles se maintenaient.

Quelle que soit la façon dont on examine la problématique, la question du coût est en train de devenir un élément central dans le débat sur l'énergie en Allemagne. Régler cette question de manière équitable ne sera pas tâche aisée, mais ce sera indispensable pour préserver le vaste soutien public et politique en faveur de la transition énergétique.

Christoph Senz est consultant en stratégie chez ProCom GmbH en Allemagne. Le présent article est basé sur un exposé qu'il a fait dans le cadre de l'Atelier d'experts de l'OSCE sur l'énergie durable en Méditerranée méridionale, qui a eu lieu à Vienne le 29 avril 2013.



Tableau de Michael Adonai (tous droits réservés.)

Préserver les couleurs de la planète

Dans le village de montagne d'Ordino (Andorre), trente-sept artistes de 22 pays ont signé un manifeste affirmant leur foi dans un monde capable de préserver la beauté des paysages naturels et les ressources énergétiques de la planète pour le plus grand plaisir des générations futures.

L'édition 2012 du rassemblement biennal organisé par la Commission nationale d'Andorre pour l'UNESCO a été consacrée au thème des énergies renouvelables pour tous. « La magie a opéré une fois de

plus. Un groupe d'artistes venus du monde entier est arrivé dans notre petit pays. Ils ont vécu ensemble, travaillé et partagé leurs connaissances sur l'art. Chacun d'eux était porteur de nombreuses expériences acquises à l'étranger », a expliqué le sculpteur et professeur d'art plastique Faust Campamà, qui a lancé le festival « Art camp » en Andorre en 2008.

Certains des artistes sont venus de pays qui ont souffert ou continuent de souffrir d'un conflit violent.

« La beauté stupéfiante d'Andorre ainsi que l'unité affichée par des artistes du monde entier ont renforcé ma foi dans la dignité humaine et le progrès », a déclaré l'artiste Michael Adonai, venu d'Érythrée.

« La paix ne peut pas reposer exclusivement sur des arrangements économiques et politiques conclus entre des gouvernements ; elle doit aussi reposer sur une solidarité morale et intellectuelle », a affirmé M. Jean-Michel Armengol, Secrétaire Général de la Commission nationale d'Andorre pour l'UNESCO, lors de l'inauguration, le 13 juillet 2013, d'une exposition de peintures au Centre des conférences de l'OSCE à Vienne. D'autres peintures sont actuellement présentées à la Biennale de Venise.

L'énergie solaire au service des femmes

Anke Stock

L'usage de l'énergie n'a pas le même impact sur les femmes que sur les hommes. L'autonomisation des femmes est essentielle pour parvenir à un développement durable qui réponde aux besoins énergétiques du présent sans porter préjudice aux générations futures, comme l'a déjà reconnu la Déclaration de Rio de 1992. Mais des méthodes inefficaces, à forte intensité de main-d'œuvre, de production d'énergie empêchent souvent les femmes de jouer un rôle équitable dans la société.

Women in Europe for a Common Future (WECF) est un réseau de plus de 100 organisations venant principalement d'Asie centrale, du Caucase et des Balkans. Il a été fondé peu après le Sommet de Rio pour sensibiliser les décideurs à la cause des femmes. Ce réseau met également en œuvre des projets locaux qui visent à assainir l'environnement et à renforcer le rôle des femmes. Il a récemment aidé les femmes de la région de l'OSCE à renforcer leur autonomie économique en maîtrisant l'énergie solaire.

Dans certaines régions d'Ukraine et de Géorgie, le bois reste la principale source d'énergie pour le chauffage et la préparation des aliments. Les femmes sont généralement celles qui passent le plus de temps à ramasser le bois de feu et à s'occuper du feu pour chauffer l'eau nécessaire aux tâches ménagères ou à la préparation des repas. Le réseau WECF a exécuté un projet dans ces régions visant à aider les ménages à adopter des systèmes de chauffage solaire. En collaboration avec son partenaire allemand, Solar Partner Süd, le réseau a formé des femmes afin qu'elles puissent installer et entretenir elles-mêmes des panneaux solaires.

Au Tadjikistan, un grand nombre de femmes et d'enfants sont livrés à eux-mêmes lorsque les hommes quittent le pays pour trouver un emploi à l'étranger. Dans la ville de Dehkanobod, située à environ 30 km de la capitale, Douchanbé, un groupe des femmes ont décidé de compléter leurs revenus en cultivant et en vendant des légumes et des fruits. Un des grands problèmes auxquels elles ont dû faire face est celui du coût élevé de l'énergie nécessaire au fonctionnement des serres.

Le réseau WECF a proposé qu'elles installent des serres solaires. Contrairement aux modèles traditionnels, ces serres ne sont pas coûteuses et peuvent être installées sans compétence particulière. Elles stockent la chaleur et permettent aux cultivatrices de faire une première récolte précoce.

Grâce au financement de WECF et aux conseils pratiques de ses partenaires locaux, les femmes ont installé les serres et commencé à les utiliser au printemps de cette année. Elles ont pu vendre des tomates, des concombres et divers végétaux à Douchanbé et sur le marché local.

Ce ne sont là que deux exemples d'initiatives modestes ayant apporté des changements mineurs, mais le réseau WECF a appris que des projets décentralisés réalisés avec l'aide de partenaires locaux pouvaient avoir un effet boule de neige et donner naissance à un mouvement plus large en faveur de la responsabilisation, de l'égalité des sexes et de la planète sur laquelle nous vivons.

Anke Stock est juriste principale, chargée des questions relatives aux droits de l'homme et à l'égalité hommes-femmes dans le réseau WECF. Elle a présenté un exposé sur la question de l'égalité hommes-femmes dans la promotion de l'énergie durable à l'occasion de la Deuxième réunion préparatoire du vingt et unième Forum économique et environnemental de l'OSCE, tenue à Kiev les 16 et 17 avril 2013.

L'OSCE surveille son empreinte écologique

Les États participants examinent les moyens de réduire l'impact écologique négatif résultant de la manière dont ils produisent et utilisent l'énergie. Le 21e Forum économique et environnemental, tenu sous la présidence ukrainienne à Prague du 11 au 13 septembre 2013, a été consacré au renforcement de la stabilité et de la sécurité grâce à l'amélioration de l'empreinte écologique.

Le dialogue sur l'énergie fait partie des priorités de l'OSCE depuis l'origine. Les États ont officiellement exprimé leur soutien en faveur de l'utilisation de nouvelles sources d'énergie renouvelables en 2006.

Le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE à Vienne sert de centre d'échange des pratiques optimales. Les opérations de terrain de l'OSCE aident les pays hôtes à produire de l'énergie renouvelable ; en Ouzbékistan, par exemple, où l'énergie renouvelable fait partie des priorités politiques et où l'OSCE apporte son concours au Centre régional pour l'énergie renouvelable, créé à Tachkent en 2012.

Prochainement ! Conférence internationale à haut niveau sur la sécurité de l'énergie et la durabilité – le point de vue de l'OSCE, Achgabat, 17–18 octobre 2013.

Ce dont le monde a besoin maintenant

Kandeh K. Yumkella



© SE4ALL

Chacun de nous a besoin d'accéder à des sources d'énergie modernes pour gérer sa vie quotidienne et se développer économiquement. Notre système énergétique actuel, qui repose sur les combustibles fossiles, est inéquitable et non viable à long terme. Il est donc urgent de réduire les émissions de dioxyde de carbone liées à la consommation d'énergie, car elles menacent notre prospérité et notre sécurité.

« Pour que les ressources finies de la planète puissent favoriser le développement et non le conflit. »

Les rapports estiment qu'une personne sur cinq manque d'électricité, ce qui représente 1,3 milliard d'hommes, de femmes et d'enfants. Trois milliards de personnes, soit près de deux fois ce nombre, dépendent de sources d'énergie traditionnelles telles que le bois, le charbon, le charbon de bois ou les déchets d'animaux pour la préparation des aliments et le chauffage. Ce problème concerne environ quarante pour cent de la population mondiale.

L'inverse est vrai dans le monde développé, qui dispose de services essentiels tels que l'accès à l'éclairage et au combustible pour le chauffage et la préparation des aliments, mais qui produit des déchets et génère de la pollution. L'utilisation inefficace d'une énergie à forte intensité de carbone détruit notre productivité économique et contribue énormément aux variations des conditions climatiques, qui sont à l'origine de phénomènes météorologiques extrêmes.

Nous devons faire face à ces deux défis. Nous devons nous assurer que les « pauvres en énergie » ont accès à des services énergétiques modernes, bon marché, fiables et propres. Dans le monde industrialisé, nous devons fermer le thermostat, améliorer notre efficacité énergétique et utiliser davantage les énergies renouvelables.

Les facteurs de succès dans ces domaines sont un engagement politique qui doit être constant et l'intégration prioritaire de ces questions dans les politiques et les programmes de développement.

Ces deux défis peuvent être relevés. La fourniture d'un accès à une énergie durable au niveau mondial n'est pas un luxe, mais une nécessité, et contribuera à sortir des millions de personnes de la pauvreté. Nous pouvons y parvenir tout en progressant dans la prévention des variations climatiques pouvant avoir des effets dangereux, en nous appuyant plus résolument sur des sources d'énergie plus propres, grâce, notamment, aux technologies utilisant des combustibles fossiles émettant peu de gaz à effet de serre, et aux technologies de production d'énergie renouvelable.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré que « l'énergie est le fil d'or qui relie la croissance économique, le renforcement de l'équité sociale et la protection de l'environnement » et lancé officiellement l'initiative « Une énergie durable pour tous » pour relever les formidables défis actuels en matière d'énergie.

Cette initiative vise trois objectifs ambitieux et réalisables : assurer un accès universel aux services énergétiques modernes, doubler le rythme général d'amélioration de l'efficacité énergétique et doubler la part de l'énergie renouvelable dans l'équation énergétique mondiale.

De nombreux gouvernements ont approuvé cette initiative. Des pays d'Afrique, de l'Union européenne et des petits États insulaires en développement se sont engagés à la soutenir et à contribuer à la réalisation des trois objectifs en fixant des objectifs nationaux clairs et en appliquant des politiques nationales. Ils se sont engagés également à favoriser les approches ascendantes.

Récemment, les gouvernements de Tanzanie, du Mexique et de la Norvège se sont concertés en ligne et dans différents lieux géographiques sur l'importance de l'énergie et son incorporation dans le programme de développement pour l'après-2015.

Après une fructueuse « Année de l'énergie durable pour tous » organisée en 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a désigné à l'unanimité la décennie 2014-2024 « Décennie de l'énergie renouvelable pour tous ».

L'énergie au service de la paix

Nous devons nous concentrer sur l'énergie pour favoriser le développement, mais aussi la paix. L'énergie a trop souvent été une source de conflit. Les risques découlant de politiques énergétiques qui pourraient être mal adaptées sont considérables ; de nombreux conflits ont éclaté à cause de la concurrence pour l'accès aux ressources. Il suffit d'ouvrir un journal ou de regarder la télévision pour se rendre compte du lien étroit qui unit l'énergie à la sécurité.

Pourtant, il existe peu d'accords multilatéraux permettant de désamorcer les conflits liés à l'énergie, ou de promouvoir des mesures de confiance. Cette lacune doit être comblée afin que les ressources finies de la planète puissent favoriser le développement et non le conflit.

Kandeh K. Yumkella est Secrétaire général adjoint des Nations Unies, Représentant spécial du Secrétaire général et Directeur exécutif de l'initiative « Énergie durable pour tous » et Président d'ONU-Energie

Elva: « éclair » en géorgien

Tom Gagnon

eta#a#non00b#wed1c#

Tom Gagnon est un spécialiste de l'analyse des données qui conduit des travaux de recherche quantitative et d'analyse pour le système Elva. Elva est une plateforme ouverte et libre de droits. Les organisations peuvent définir leurs propres projets en se connectant au site : www.Elva.org.

Un groupe de jeunes innovateurs utilise une plateforme de téléphone mobile pour que des communautés vivant dans des régions éloignées du nord de la Géorgie puissent se connecter entre elles et aux services de sécurité internationaux.

« Un homme est venu dans notre village pour rendre visite à son oncle. Il est parti un matin pour acheter du tabac et n'est jamais revenu. Nous pensons qu'il était détenu par les gardes frontières russes », se souvient Giorgi, qui habite le village de Dvani, dans le nord de la Géorgie.

De tels incidents se produisent régulièrement à Dvani et dans les communautés avoisinantes depuis la guerre qui a éclaté en août 2008. Les hostilités ont beau avoir pris fin il y a cinq ans, la paix des communautés est souvent troublée par des tirs, et les habitants repèrent fréquemment des groupes armés qui rôdent dans les champs entourant leurs maisons. En outre, les résidents locaux qui franchissent, consciemment ou non, la ligne de démarcation qui sépare leurs communautés de l'Ossétie du Sud pour ramasser du bois de feu, rendre des visites à des proches ou faire du commerce, sont souvent détenus par les autorités de facto d'Ossétie du Sud.

La Mission de surveillance de l'Union européenne (MISUE) est sur le terrain depuis 2008 pour surveiller la situation et collabore avec l'OSCE pour prévenir ces incidents au moyen du Mécanisme de prévention et de règlement des incidents adopté au niveau international. Mais les observateurs et les services de sécurité sont confrontés à un enjeu crucial, celui d'obtenir des informations détaillées et actualisées de la part des nombreuses communautés qui sont éloignées et difficiles d'accès. L'obtention d'informations fiables sur les besoins locaux en matière de sécurité est un processus qui demande beaucoup de temps et d'argent, et qui est parfois impossible.

Pour résoudre ce problème, une équipe de spécialistes de l'analyse des conflits et de spécialistes des technologies de l'information ont mis en œuvre, avec l'appui du Bureau du PNUD en Géorgie, une méthode innovante qui utilise une plateforme de téléphone mobile. Baptisé Elva (« éclair » en géorgien), elle permet à des communautés touchées par un conflit de partager des rapports succincts sur les besoins, les tendances et les incidents en matière de sécurité avec les observateurs et les services de sécurité.

Suivre les tendances

Les habitants de la région nord de la Géorgie utilisent Elva depuis 2010 pour signaler des incidents locaux. Le processus est simple et fonctionne même dans les communautés très éloignées. La participation est entièrement volontaire. Chaque semaine, les représentants des villages envoient des réponses à

une série de questions de base à un numéro de téléphone centralisé. Grâce au format SMS du système Elva, qui associe une lettre à chaque réponse au questionnaire, ils peuvent répondre à un maximum de quarante questions qui tiennent dans un seul message, en utilisant des codes prédéfinis pour les réponses.

Les messages SMS donnent des informations sur les incidents qui se sont produits et leur impact sur les communautés. Ils évaluent l'efficacité des réponses des services de sécurité et suggèrent des solutions possibles aux problèmes non résolus. Les quelques habitants qui disposent d'un smartphone peuvent utiliser l'application Elva pour envoyer des photos et des petits rapports vidéo sur les événements survenus dans leur village. Ces informations provenant des communautés sont publiées automatiquement sur le site Internet dans des cartes et des schémas interactifs, afin que les services de sécurité puissent déterminer facilement les tendances et les besoins en matière de sécurité et évaluer l'efficacité de leurs actions.

Répondre aux urgences

Certains incidents exigent une réponse immédiate. C'est pourquoi les communautés utilisent également Elva pour demander une aide d'urgence. Elles l'utilisent la plupart du temps pour signaler les personnes disparues et demander leur libération s'il est prouvé qu'elles sont détenues. « Auparavant, il fallait des jours avant que quelqu'un sache que des personnes étaient détenues et négocie leur libération », précise Nino, qui habite la région. « Il nous suffit désormais d'envoyer un message au format Elva pour que la police et les observateurs étrangers soient immédiatement au courant. »

Prévisions météorologiques

Pour s'assurer que le réseau reste une source utile d'informations, notamment en temps de paix relative, l'équipe de projet l'utilise pour diffuser des prévisions météorologiques locales, des informations sur l'agriculture et d'autres annonces sous une forme automatisée. « Nous avons connu une période d'intempéries il y a deux semaines. Mais les agriculteurs de mon village ont eu suffisamment de temps pour se préparer parce que j'ai reçu très rapidement une prévision de grand froid », explique Zaal, un agriculteur de Dvani. « Il y a des problèmes courants dont nous devons discuter, comme l'eau et l'irrigation. Si les Ossètes du Sud pouvaient se connecter à Elva, il serait beaucoup plus facile d'échanger des informations et de trouver des solutions, » a-t-il ajouté.



Tente de l'IPRM en hiver (OSCE/Emmanuel Anquetil)

Compte rendu personnel sur le Mécanisme de prévention et de règlement des incidents en Géorgie

Siegfried Woeber

J'arrive à l'aéroport de Tbilissi au petit matin. Contrôle rapide du passeport, sourires amicaux des douaniers, familles qui attendent en grand nombre le retour des êtres chers, voilà au moins une scène qui n'a pas changé en Géorgie depuis dix ans. Je scrute la foule et fini par repérer Gocha, qui tient à bout de bras un petit carton avec le logo de l'OSCE.

Gocha a commencé à travailler pour l'OSCE il y a plus de dix ans, lorsque la Mission en Géorgie était encore en activité. Depuis la fermeture de la Mission, suite au conflit armé de 2008, il fournit un appui logistique aux activités de l'OSCE qui sont encore menées dans le pays. Les représentants du Centre de prévention des conflits, venus pour contrôler l'achèvement du programme de destruction des bombes à sous-munitions, font partie de ses hôtes les plus récents. Pendant qu'il manœuvre calmement pour extirper la voiture blanche éclatante de l'OSCE des embouteillages chaotiques de l'aéroport, je vois des passants au visage las qui regardent les grosses lettres bleues peintes sur les portières – un des rares signes visibles qui restent de l'Organisation.

Une tente dans un no man's land

Je suis ici pour représenter le Mécanisme de prévention et de règlement des incidents (IPRM), qui est le principal outil utilisé sur le terrain dans le cadre des discussions internationales de Genève, qui traitent des conséquences de la guerre. Si les discussions qui se tiennent en Suisse restent très abstraites pour le monde extérieur, le Mécanisme obtient certains résultats concrets pour la population locale.

À une heure de la dynamique capitale de la Géorgie, un panneau en bord de route met les choses en perspective : « Téhéran 1250 km ; Soukhoumi 430 km ; Tskhinvali 110 km ; Bakou 560 km ; Érevan 290 km ». Puis nous arrivons au camp de Tserovani, construit par le gouvernement géorgien et qui héberge près de 7 000 personnes déplacées provenant principalement de la région d'Akhalgori. Plusieurs nouveaux vignobles et parcelles cultivées sont apparus depuis mon dernier séjour après la guerre.

Je me joins à l'Ambassadeur Andrii Deshchytsia, Représentant spécial du Président en exercice pour le conflit, et sa conseillère, Christina Hayovyshyn. Tous deux ont déjà effectué plusieurs fois cette année ce voyage le long de l'immense chaîne du Caucase. Nous empruntons une nouvelle route qui nous conduira à Gori, où nos collègues de la Mission d'observation de l'Union européenne nous attendent.

La ville de Gori était un des épicentres du conflit militaire. Depuis 2008, les observateurs civils non armés de l'EUMM surveillent la situation dans les régions touchées par la guerre, au sud de la « ligne de démarcation administrative ». Ils ont installé une ligne d'assistance, disponible 24 heures sur 24, qui permet aux parties de transmettre des informations sur des personnes disparues, de signaler des incidents préoccupants, ou de donner des éclaircissements sur des événements qui se déroulent le long de la ligne de démarcation en question. L'EUMM héberge les réunions du Mécanisme de prévention et de règlement des incidents conjointement avec l'OSCE.

L'Ambassadeur Gerard Fischer, chef par intérim de l'EUMM, et son équipe nous présentent leurs dernières observations du terrain. Nous nous accordons sur les différents points de l'ordre du jour. Les cartes circulent autour de la table. Quelqu'un dit : « Allons-y, les délégations seront ici vers 11 heures. »

Nous poursuivons notre voyage pendant trente minutes. Nous traversons des villages et passons devant des agriculteurs affairés qui transportent leur récolte. Notre cortège de voitures atteint enfin sa destination, le village d'Ergneti, situé à deux kilomètres au sud-est de Tskhinvali. Jusqu'en 2004, ce village accueillait un marché très animé, principal point d'échanges commerciaux entre les Russes, les Géorgiens, les Ossètes et les nombreux autres groupes qui peuplent les « montagnes de langues », expression utilisée par un géographe arabe du dixième siècle pour décrire la diversité ethnique qui caractérise le Caucase. Ce petit village sert désormais de lieu pour le Mécanisme de prévention et de règlement des incidents. Les soldats russes et géorgiens y ont installé leur campement et accueillent le groupe

d'observateurs internationaux avec un détachement évident.

Nous voici dans la tente. À l'intérieur, je constate avec plaisir qu'il fait frais – il y a manifestement un système d'air conditionné – et qu'une table nous attend, couverte de rafraîchissements. L'hospitalité caucasienne n'est pas un vain mot.

Quelques instants plus tard, la délégation géorgienne arrive. Deshchytsia et Fischer, cofacilitateurs du Mécanisme de prévention et de règlement des incidents, sont impatients de solliciter son accord sur certains des points qui seront examinés et de créer une bonne atmosphère pour les heures qui viennent.

Le groupe de journalistes géorgiens se précipite de l'autre côté de la tente, un signe que les participants russes et sud-ossètes sont arrivés de Tskhinvali. Ils sont eux aussi accueillis par les deux cofacilitateurs. Chacun semble se connaître ; la composition des groupes n'a pas changé depuis la fin de l'année dernière.

Durant les pourparlers officiels de Genève, les délégués des parties étaient assis, séparés par une distance de 20 mètres, et s'en tenaient aux déclarations officielles et aux postures diplomatiques. Rien de tout cela sous la tente du « Mécanisme », où ils sont tous regroupés dans un petit espace. Ici, ils ne sont pas tenus de trouver des réponses à des questions fondamentales et difficiles telle que la délimitation des frontières. Ce sont les problèmes concrets de la population qui feront l'objet des discussions au cours des six prochaines heures.

Tous souhaitent la libération rapide des agriculteurs et des éleveurs détenus et posent des questions sur la situation de ceux qui sont encore emprisonnés. « Pourquoi la nouvelle loi d'amnistie n'a-t-elle pas d'impact dans son cas ? », « Quel est le nom de notre ressortissant que vous

avez cité parmi les détenus ? »

« Je vous invite à parler le moins possible de politique et à vous concentrer sur le règlement des problèmes de la population, qui est notre tâche la plus importante », conseille Deshchytsia aux orateurs qui s'écartent de l'ordre du jour. Les orateurs acceptent de ne pas être d'accord et passent au point suivant.

Une des questions les plus sensibles est celle des personnes disparues. Beaucoup ont disparu depuis longtemps, mais tout ce qui peut être entrepris pour enquêter sur leur sort est une mesure de confiance importante et appréciée. L'engagement personnel du Représentant spécial pour rassembler les parties est accueilli positivement : « Nous n'espérons pas avoir tous les détails aujourd'hui, mais nous espérons une enquête sur cette question. » Des promesses sont faites. Sur certains points, le simple fait qu'un dialogue ait lieu donne toute sa valeur au rassemblement d'aujourd'hui. À un moment où les contacts entre Tskhinvali et Tbilissi sont rares, chaque ligne de communication compte.

Une partie importante de la réunion est consacrée à un examen des incidents. Le ton de la conversation reste poli et constructif, mais il devient plus vif lorsque l'on aborde la question de l'installation de clôtures et de fils barbelés sur la ligne de démarcation administrative : une « ligne d'occupation » selon Tbilissi, « une frontière d'État » selon Tskhinvali et Moscou.

« Les habitants de D. m'ont demandé de vous remercier d'avoir trouvé une solution à leur problème d'accès à l'eau potable au cours de la dernière réunion du Mécanisme de prévention et de règlement des incidents. Nous voudrions désormais attirer votre

attention sur un autre problème de ce village, celui de l'accès aux cimetières », déclare Fischer. Les cofacilitateurs demandent aux participants d'examiner la situation concrète des personnes et de prendre en compte l'activité accrue des agriculteurs durant la campagne agricole en cours. Ils proposent de visiter les villages qui rencontrent des problèmes. « Nous devons élaborer des solutions conjointes et comptons sur vos idées. Il faut pour cela utiliser au maximum le service d'assistance téléphonique », conclut Deshchytsia.

Nous atteignons les derniers points de l'ordre du jour. « Aucun exercice militaire n'est prévu à proximité de la ligne de démarcation administrative dans les prochaines semaines. La prochaine réunion du Mécanisme de prévention et de règlement des incidents aura lieu en septembre. »

Les participants prennent congé les uns des autres et, escortés par la presse, partent dans la direction d'où ils étaient venus. Dans le rétroviseur de la voiture de l'OSCE, la tente blanche, qui s'est avérée un lieu propice au dialogue, s'éloigne progressivement.

Siegfried Woeber a travaillé pour la première fois à Ergneti il y a une dizaine d'années en tant que coordonnateur d'un programme de développement mis en œuvre dans le Caucase du Sud. En juillet 2013, il y est revenu une deuxième fois, après le conflit militaire de 2008, pour représenter le Centre de prévention des conflits au cours du trente-sixième cycle du mécanisme de prévention et de règlement des incidents.



Une saga de 19 missiles

Anton Martyniuk et Ursula Froese

La destruction de 19 missiles de combat moldaves datant de l'époque soviétique en Géorgie a marqué le dixième anniversaire de l'assistance apportée par l'OSCE en Géorgie dans le domaine de la démilitarisation.

Dix-neuf missiles de combat air-air R-60M appartenant à la République de Moldavie ont été détruits en Géorgie le 12 juillet 2013.

Ces engins ont été démantelés et détruits par explosion sur l'aire de détonation de Viazani, situé à 20 kilomètres de Tbilissi. Leur destruction met fin à une longue histoire.

Les missiles avaient été conçus à l'origine, vers 1982, par l'Union soviétique pour équiper des chasseurs. Largement exportés, ils restent en service dans la CEI et beaucoup d'autres pays.

À la suite de la désintégration de l'Union soviétique, les missiles ont été placés sous la responsabilité des forces armées moldaves

qui venaient d'être créées. Ils ont été envoyés aux fins de réparation en Géorgie en 1992.

Les 19 missiles ont fini par être entreposés à l'usine d'aviation de Tbilaviamsheni, à Tbilissi. Vingt ans ont passé, et les forces armées moldaves ne les utilisaient plus. De plus, ces engins étaient également devenus dangereux à manipuler et constituaient une responsabilité politique. À cette époque, la Moldavie restructurait ses forces armées, et la possession de ces armes ne correspondait pas au statut d'État neutre qu'elle avait inscrit dans sa constitution de 1994.

« En fait, ces missiles R60M sont devenus une épée de Damoclès suspendue au-dessus des têtes des Moldaves », explique Stephen Young, de la Mission de l'OSCE en Moldavie. « Quand vous avez un statut de pays neutre, vous conservez certaines armes pour votre auto-défense, ce qui est naturel. Mais rien ne vous oblige à les conserver lorsqu'il s'agit de missiles air-air et que, comme c'est le cas pour la Moldavie, vous ne disposez pas de capacités aériennes. »

En 2007, le gouvernement moldave a décidé que les missiles devraient être détruits, sachant qu'ils risquaient de devenir un objet de controverse internationale avant de pouvoir disparaître. Comment entreprendre leur destruction et sous quel contrôle? Ces engins avaient été entreposés pendant 15 dans un autre pays : qui allait payer ? C'est à ce moment-là que l'OSCE est entrée en scène.

Assistance de l'OSCE

La Moldavie a contacté l'OSCE pour demander une assistance en matière de destruction de missiles. À l'époque, l'OSCE menait un projet de démilitarisation en Géorgie, en coopération avec l'organisme scientifique et militaire Delta, qui est homologué par le ministère géorgien de la défense, et détient les droits exclusifs de l'élimination des armes et des munitions dans le pays.

L'OSCE coopère avec la Géorgie depuis 2003 en matière de démilitarisation. Un des premiers projets concernait la construction d'un site de démilitarisation à Dedoplistskaro pour démanteler des munitions, récupérer leurs éléments et en extraire le TNT pour l'utiliser dans l'exploitation minière et la construction de routes.

La collaboration actuelle remonte à 2008, date à laquelle l'OSCE et la Géorgie ont signé un protocole d'accord pour un projet d'une durée de trois ans visant à détruire toutes les munitions laissées sur le territoire de la Géorgie après le retrait des forces russes. La guerre qui a éclaté en août et la fermeture de la Mission de l'OSCE ont interrompu cette coopération, qui a été reprise en 2010, à la demande du gouvernement géorgien, avec le Secrétariat de l'OSCE en coopération avec le PNUD. Il est envisagé d'éliminer 1 800 tonnes de types divers de munitions obsolètes, entreposées dans des conditions précaires en plein air.

Il a fallu plusieurs années pour convaincre toutes les autorités et entreprises géorgiennes concernées d'inclure la destruction des missiles moldaves dans le programme de démilitarisation qui avait repris. Delta s'est employé à résoudre une grande partie des formalités administratives, et les autorités géorgiennes ont contribué au projet en prenant à leur compte les frais d'entreposage. Il restait à examiner la question du financement de l'élimination elle-même.

Une fois de plus, ce sont les liens tissés de longue date par l'OSCE avec les États participants et les donateurs qui ont débloqué la situation. Depuis 2007, la Mission de l'OSCE aide le Ministère de la défense moldave à réaliser un projet de démilitarisation spécifique. Un des principaux donateurs, l'Allemagne, qui avait financé l'élimination d'autres types de missiles moldaves, était désormais d'accord pour financer également la destruction de 19 missiles qui restaient en Géorgie.

Les engins furent donc détruits, ainsi que 1 289 bombes à fragmentation soviétiques laissées en Géorgie après la désintégration de l'Union soviétique. Avec cette destruction, attestée et enregistrée par le Ministère de la défense moldave et la Mission de l'OSCE en Moldavie, une autre partie du dangereux héritage de la guerre froide a pris fin. Il serait risqué d'affirmer que les missiles étaient devenus des signes annonciateurs de la paix. Mais finalement, leur histoire est celle d'organisations internationales, de gouvernements et de pays donateurs qui ont travaillé ensemble pour trouver des solutions et accroître la sécurité dans le monde.

Anton Martyniuk est administrateur de projets au Centre de prévention des conflits au Secrétariat de l'OSCE à Vienne. Ursula Froese est rédactrice en chef du magazine Security Community.

Mission à Skopje

Une journée de la vie de deux observateurs

Silke Tittel





Assis à côté d'Agustin Nunez-Vicandi tandis qu'il négocie un virage après l'autre, je prends conscience qu'il faut avoir les reins solides pour travailler comme observateur à Tetovo. Malgré un programme de la journée déjà bien chargé, Agustin a dû prévoir un petit créneau pour assister à une manifestation organisée dans une ville proche. Pour s'y rendre, l'observateur conduit aussi vite que le système GPS lui permet. « Il faut aimer être sur la route », admet-il, comme pour s'excuser.

Quatre observateurs internationaux et assistants linguistiques, qui sont des consultants indispensables, travaillent dans le seul poste extérieur restant de la Mission de l'OSCE, situé dans la ville occidentale de Tetovo. La Mission appuie la mise en œuvre de l'accord-cadre Ohrid qui a mis fin en 2001 à un conflit qui a duré sept mois. À cette époque, les hostilités avaient commencé à Tetovo, où il semble parfois manifeste que les vieilles blessures ne sont pas encore tout à fait refermées.

« J'aime la diversité de mon travail », me confie Nunez-Vicandi tout en conduisant prudemment sa voiture entre deux étals de légumes. « Où avez-vous la possibilité de discuter de politique, de sécurité, de culture et d'éducation avec des interlocuteurs différents et dans l'espace d'une journée ? » L'expert espagnol en matière de droits de l'homme travaille désormais à Tetovo depuis deux ans. « Au début, l'apprentissage a été rude », confesse-t-il. « Il vous faut au moins un an pour vraiment comprendre le contexte de ce que vous voyez et entendez. »

La journée commence à 8 h 30 par une brève réunion d'information de toute l'équipe. Puis vient le premier arrêt de la journée. Il s'agit d'une petite visite d'un mémorial (baptisée localement la « forteresse »), qui a été dressé en hommage aux combattants albanais qui sont morts près de la crête montagneuse, là où le conflit a éclaté il y a douze ans. Les observateurs se rendent régulièrement

Lorsque Schmidt se présente pour la première fois, elle explique longuement son rôle : « En macédonien et en albanais, le mot 'observateur' a une connotation de contrôle ou de surveillance », explique-t-elle. Même au sein de la communauté internationale, elle est souvent confrontée au stéréotype de la personne habillée en treillis et équipée de jumelles. Elle préfère se décrire comme un « bâtisseur de confiance », parce que cela reflète l'approche à long terme de son travail. « On me demande parfois comment je parviens à gérer, en tant que femme, une situation aussi ardue », déclare-t-elle en souriant. « Mais c'est un travail qui demande beaucoup plus de diplomatie que de muscles. »

La plupart des observateurs ont une formation initiale en science politique ou en droit. Tous sont devenus des observateurs expérimentés, grâce à une formation et « beaucoup de pratique sur le terrain », précise Nunez-Vicandi. Un esprit analytique, une sensibilité culturelle et une grande flexibilité sont les aptitudes de base pour ce travail. Quant à la capacité d'être disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, elle ne s'acquiert pas du jour au lendemain. « Et vous n'irez pas loin si vous n'avez pas, globalement, un caractère aimable et de bonnes aptitudes à la

« C'est un travail qui demande beaucoup plus de diplomatie que de muscles »

au village proche. Boire une tasse de café obligatoire sur la place principale a une importance plus grande qu'il ne paraît. « On ne peut pas venir uniquement quand quelque chose se passe, car les gens nous associeraient à des événements négatifs », explique Ulrike Schmidt, la responsable du poste extérieur de Tetovo. « La voiture de l'OSCE qui est garée sur la place signale que nous sommes ici et que l'on peut nous contacter facilement. »



communication », ajoute-t-il. « Ce qui compte est de pouvoir contribuer à résoudre les problèmes localement ».

Des succès comme ceux qui ont été obtenus à la suite du carnaval traditionnel de Vevcani l'année dernière illustrent l'importance du travail de l'observateur. Après un spectacle jugé offensant pour l'islam, l'équipe de Tetovo a immédiatement contacté chaque maire et autorité religieuse concernés et organisé une réunion commune. Des manifestations déjà planifiées ont été annulées, les poursuites judiciaires annoncées n'ont pas été entamées, et toutes les parties intéressées se sont calmées progressivement. « Il s'agit d'un travail concret, très satisfaisant », conclut Nunez-Vicandi.

La prochaine étape consiste à bâtir la confiance, mettre en place un réseau de communication fiable et créer une atmosphère amicale. Nous voici donc à Tetovo Tekke, qui est une forme de monastère et un des plus anciens lieux de culte de la communauté religieuse islamique Bektashi dans les Balkans. Des litiges de longue date sur la propriété foncière, l'usage des biens et la non-reconnaissance du groupe Bektashi (un ordre soufi islamique) dans le pays obligent les observateurs à se rendre périodiquement dans cette localité, où ils sont, apparemment, les bienvenus. Nous discutons avec un gardien du monastère. « Vous ne venez pas assez souvent », se plaint-il en riant de bon cœur, tandis que nous nous éloignons pour repartir.

Étape suivante : l'observation d'une manifestation contre le renvoi d'employés locaux suite aux récentes élections locales qui ont eu lieu à Gostivar, situé à environ une heure de trajet en voiture. La manifestation est moins dense et plus calme que prévu. En général, les observateurs sont renseignés sur les événements et les manifestations bien avant qu'ils soient annoncés dans les journaux ou sur Facebook. « Créer un bon réseau de communication reposant sur la confiance mutuelle est un de nos objectifs à long terme les plus importants », explique Nunez-Vicandi. Ce point est crucial, non seulement pour la fonction d'alerte précoce, mais aussi dans le cas où des faits rapportés dans les médias doivent être vérifiés.

Nous nous hâtons afin de ne pas être en retard pour la prochaine réunion avec le maire de la ville de Struga, d'autant que la première impression est souvent la bonne. Nunez-Vicandi monte les escaliers du bâtiment municipal à toute allure, et arrive juste à temps. Ils parlent des récentes élections, des plaintes relatives au licenciement de certains employés municipaux, des solutions possibles pour atténuer l'énorme dette de la

« **Bâtir la confiance, mettre en place un réseau de communication fiable et créer une atmosphère amicale** »

ville, et de la façon d'être un maire qui représente vraiment tous les citoyens. La dernière visite de la journée concerne le chef de la section de Kichevo de l'organisation « Dignity », qui rassemble des anciens combattants macédoniens qui ont récemment formé un parti politique. L'observateur pose des questions sur une initiative en faveur d'un référendum et écoute attentivement les préoccupations de son interlocuteur. Comme pour le maire de Struga, il propose explicitement une médiation future, le cas échéant et si elle est souhaitée.

Au cours des deux dernières années, les observateurs ont consacré un temps non négligeable aux questions interethniques urgentes. « J'aurais souhaité avoir davantage de temps pour que l'on se penche également sur des conflits de longue date, comme la construction des églises et des mosquées dans des zones sensibles », déclare Schmidt. Les membres de son équipe sont les yeux et les oreilles de la Mission dans l'ouest. Un autre groupe d'observateurs, d'une taille analogue, couvre la région située entre Skopje et la partie nord du pays. Il est crucial qu'un bon niveau de communication soit établi avec le siège de la Mission pour s'assurer que ses résultats sont pris en compte dans des programmes à l'échelon national ou régional.

Il pleut en cette fin d'après-midi, et le trajet de 130 kilomètres vers notre point de départ, sur la même route venteuse, pèse encore davantage sur nos cerveaux épuisés et nos estomacs sensibles, notamment les miens. De retour au bureau, après neuf heures de voyage, Agustin Nunez-Vicandi s'assoit pesamment sur sa chaise de bureau pour terminer son rapport d'activité. « Je sais que certains pensent que les observateurs se contentent d'être assis et de boire un café », dit-il. « Si seulement ils pouvaient venir passer une journée avec nous ! ».

Silke Tittel est attachée d'information et spécialiste des questions relatives aux médias auprès de la Mission de l'OSCE à Skopje.

Photos : p. 32. Les observateurs Agustin Nunez-Vicandi (à gauche) et Ulrike Smidt (à droite), en compagnie de l'assistant linguistique Alush Doda, à la « forteresse ».

p. 33, en haut : montagnes et villages près de Tetovo ; au centre : les routes sont parfois difficiles (OSCE/Bernard Segarra) ; en bas : la voiture de l'OSCE à Tetovo (OSCE/Agustin Nunez-Vicandi)

p. 34 : manifestation à Gostivar ; en haut : Alush Doda s'entretient avec Xhemali Sjdia (à droite) à Tetovo Tekke ; en bas : Antoni Vojnoski, assistant linguistique.

Max Kampelman

Un des points les moins connus de la biographie de Max Kampelman, dont le numéro 2 de 2013 de Communauté de sécurité a rendu compte, est son refus du service militaire en tant qu'objecteur de conscience pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'était porté volontaire pour une étude médicale des effets de la faim sur le corps et a été soumis à de graves privations de nourriture dans le cadre de l'expérience. Il a maintenu des contacts étroits avec d'autres pacifistes pendant les années de guerre, en particulier les Quakers.

Quand j'ai fait sa connaissance à Genève au milieu des années 1980, Max Kampelman s'employait aussi à faire reconnaître l'objection de conscience en tant que droit de l'homme à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Après des années d'efforts, la Commission a voté cette reconnaissance. Max Kampelman en a éprouvé de la satisfaction car il avait toujours souligné l'importance de la conscience et des convictions individuelles. Bien que s'étant éloigné de la non-violence et ayant admis que les armées étaient nécessaires, il a toujours manifesté de l'intérêt pour l'action non violente et le rôle des objecteurs de conscience au service militaire.

Rene Wadlow

Président de l'Association des citoyens du monde
Genève

Votre avis



Réconciliation

L'OSCE est une organisation internationale qui se distingue par sa diplomatie tranquille et sa manière douce d'intervenir. La réconciliation ne peut être imposée par le haut. Pourtant, je suis d'accord avec les experts qui affirment que l'OSCE pourrait servir de cadre aux efforts de réconciliation des parties à un conflit. Elle dispose d'un large éventail de mécanismes et de procédures et s'est construite de façon très pragmatique.

Si la réconciliation échoue, l'OSCE ne saurait en être tenue pour responsable. En théorie comme en pratique, le rôle des États dans la politique mondiale actuelle est primordial. Le plus dur est donc de convaincre ceux-ci de faire les premiers pas vers la réconciliation.

En tant que jeune, je me réjouis des efforts actuellement déployés pour mettre l'idée de réconciliation en pratique. Je suis convaincu que la discussion sur la réconciliation qui a été lancée à l'OSCE ainsi que dans ce magazine continuera d'être fructueuse.

Samuel Goda

Chargé de recherche adjoint à l'Association slovaque de politique étrangère

Minorités nationales

Je suis un ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale qui s'est engagé à l'âge de 16 ans pour lutter contre le nazisme et qui a œuvré très activement par la suite à la réconciliation des peuples. C'est en particulier à ce titre que je tiens à féliciter l'OSCE pour ses initiatives positives et concrètes.

J'ai été président de l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes (UFCE), dont j'avais initialement présidé le groupe de jeunes. Je crois que nous avons été les premiers à organiser des rencontres internationales de jeunes en 1949 et 1950. En Bretagne, nous avons organisé un camp exceptionnel de jeunes allemands, danois, bretons, flamands et tyroliens au château de Menez Kamp, qui nous avait été prêté par l'écrivain et nationaliste bretonne Vefa de Saint Pierre. J'ai également représenté l'UFCE au Conseil de l'Europe et à l'OSCE.

Mon souhait, avant de quitter cette terre, est vous voir prendre davantage en considération les minorités non représentées comme celles de Bretagne ou du Pays basque. Malgré mon âge, je reste à votre disposition et souhaite à l'OSCE plein succès dans son travail, qui est absolument indispensable pour la paix et l'avenir de l'Europe.

Per Lemoine
Glomel (France)

L'Afghanistan et l'OSCE

Trois défis majeurs attendent l'Afghanistan en 2014 et au-delà. Le premier est la polémique sur le point de savoir si les prochaines élections présidentielles et provinciales prévues pour le 5 avril 2014 auront lieu et, dans l'affirmative, comment elles se dérouleront. Le deuxième est la poursuite du retrait de la présence militaire et civile internationale en 2014. Le troisième est le fait que les négociations de paix éventuelles entre le Gouvernement afghan et son opposition armée, en particulier les Taliban, seront complexes et matière à controverses.

Cela pourrait avoir comme conséquence indésirable, au moins du point de vue afghan, que les États participants d'Asie centrale restreignent les relations économiques et les contacts entre personnes à travers les frontières pour se protéger d'un éventuel débordement de la crise afghane. Le Gouvernement afghan s'efforce d'y remédier en favorisant un climat de coopération régionale accrue, en particulier dans le cadre du processus « Heart of Asia ».

Les relations entre l'Afghanistan et l'OSCE se sont considérablement intensifiées depuis 2003, date à laquelle l'Afghanistan est devenu Partenaire asiatique pour la coopération. Cela a été mutuellement bénéfique aux deux parties en leur permettant de mieux se connaître et de coopérer davantage dans des domaines tels que l'application des lois, en particulier dans les zones frontalières, et l'accroissement de l'offre de formation professionnelle et d'éducation. Les contacts sont difficiles mais intéressants et méritent d'être progressivement étendus en fonction des besoins.

Said Reza Kazemi
Chercheur invité à l'Institut norvégien des affaires internationales
Oslo

**Nous aimerions avoir votre avis !
L'énergie et la sécurité : quelle est
la solution d'avenir ?
Envoyez vos points de vue à
oscemagazine@osce.org.**

Du thé et une prise USB

Deux inventeurs américains, Alexander Drummond et Jonathan Cedar, ont mis au point un réchaud de camping ultra-efficace pour les amateurs de nature qui ont besoin de garder chargé leur téléphone intelligent. Le réchaud BioLite génère de l'électricité en quantité suffisante pour charger des lampes torche ou des téléphones par le biais d'une prise USB.

Une version plus grosse de ce réchaud pourrait apporter un réel changement dans la vie des nombreuses personnes qui, dans le monde en voie de développement, cuisinent encore à feu ouvert chez eux, un risque majeur pour la santé, et n'ont pas accès à l'électricité. Le réchaud BioLite, à en croire ses concepteurs, réduit ses émissions de fumée de 95 % et élimine quasiment le noir de carbone. Une partie des bénéfices tirés de la vente de ce réchaud de camping sert à financer sa commercialisation dans le tiers monde.

Prenez une poignée de brindilles, placez-les dans le BioLite et mettez-y le feu. Un pot d'eau arrivera à ébullition en l'espace de quatre minutes.



Trempez-y un sachet de thé, branchez votre mobile. Buvez et savourez votre thé.

Une passion pour le tennis

La Moldavie accueille pour la première fois la coupe Davis. Marina Tauber, qui est à la tête de la Fédération de tennis moldave depuis l'âge de 25 ans, estime qu'il s'agit de plus que le tennis. « Ce n'est pas seulement un événement sportif, c'est quelque chose d'important pour la Moldavie », affirme-t-elle.

En début d'année, Mme Tauber a organisé le tournoi de tennis féminin de la coupe de la Fédération, une autre première pour le pays. C'est à cette occasion qu'elle a rencontré Jennifer Brush, la chef de la Mission de l'OSCE en Moldavie, qui a vu dans cette coupe de la Fédération une chance de promouvoir l'image publique de femmes fortes et qui ont réussi. L'OSCE a parrainé cet événement.

Comme Marina Tauber, Mme Brush croit dans le pouvoir de transformation du tennis. « Ce sport demande dévouement et discipline ; il rapproche les gens les uns des autres et enseigne aux jeunes joueurs des valeurs telles que la courtoisie, le respect de leurs adversaires et l'honnêteté. Et les joueurs sont fiers de représenter leur pays », dit-elle. Elle établit un parallèle avec la Serbie, où elle était en poste auparavant. Il y avait des joueurs comme Novak Djokovic, Anna Ivanovic, Janko Tipsarevic et Jelena Jankovic, qui avaient cette motivation et qui ont été en mesure de prouver que le pays avait du potentiel et du talent. »

Publications récentes de l'OSCE

Self-Assessment Tool for Nations to Increase Preparedness for Cross-Border Implications of Crises. Document élaboré par le Département des menaces transnationales du Secrétariat de l'OSCE (en anglais)

Developing guidance for effective mediation. Rapport publié par le Centre de prévention des conflits du Secrétariat de l'OSCE (en anglais)

Trafficking in human beings for the purpose of organ removal in the OSCE region. Document publié par la Représentante spéciale et Coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains (en anglais)

Policy and legislative recommendations towards the effective implementation of the non-punishment provision with regard to victims of trafficking. Document publié par la Représentante spéciale et Coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains (en anglais)

Trafficking in Human Beings Amounting to Torture and other forms of ill treatment. Document publié par la Représentante spéciale et Coordinatrice pour la lutte contre la traite des êtres humains (en anglais)

Simplified Forms of Procedure in Criminal Matters: regional criminal procedure legislation and experiences in application. Document publié par la Mission en Serbie (en anglais)

Best Practices for Roma Integration Regional Report on Anti-discrimination and Participation of Roma in Local Decision-Making. Document publié par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (en anglais)

Impressum

Le magazine **Communauté de sécurité** est publié par le Secrétariat de l'OSCE
Section de la presse et de l'information
Wallnerstrasse 6
A-1010 Vienne (Autriche)
Téléphone : +43 1 51436 6267
osce.magazine@osce.org

Publié sur papier en anglais et en russe, le magazine est également disponible en ligne en anglais, russe, allemand et français sur www.osce.org.

Communauté de sécurité est disponible en tant qu'application gratuite pour iPad.

Les opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédactrice en chef

Ursula Froese

Comité de rédaction

Marcel Pesko, Miroslava Beham, Cathie Burton, Ursula Froese, Adam Kobieracki, Alexey Lyzhenkov, Frane Maroevic, Desiree Schweitzer

Conception et illustrations

Antoine van Dijk

Impression

Imprimerie Centrale
Fontes LeMonde Journal ; Akkurat

Communauté de sécurité favorise le développement d'une communauté de personnes résolues à promouvoir la confiance et la stabilité dans tout l'espace de l'OSCE. Les contributions écrites sur les aspects de la sécurité politico-militaire, économique et environnementale ou humaine sont les bienvenues. Les textes font l'objet d'une mise en forme rédactionnelle.

La page de couverture de Communauté de sécurité est un espace favorisant un débat visuel sur l'idée d'une communauté de sécurité et des questions connexes. Les artistes sont invités à apporter des contributions. Ils sont protégés par le droit d'auteur.

Tous les documents publiés le sont à la discrétion de l'OSCE. Les textes publiés ne donnent droit à aucune rétribution. Veuillez écrire à oscemagazine@osce.org.

L'OSCE remercie tous les auteurs et artistes de leurs contributions.

Première de couverture

Les trois gardiens, détail du totem commémoratif de Gwai Haanas, 2013

JaelenEdenshaw
Copyright :Parcs Canada

